

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1706

16 juillet 2013

SOMMAIRE

AAM International S.à r.l.	81851	I-Space S.à r.l.	81842
Adapto SICAV	81852	JMF Transports S.à r.l.	81842
Aerogolf Business Center S.à r.l.	81848	Jufin S.A.	81844
Alcentra Mezzanine No. 1 S.à r.l.	81848	Konex	81845
Alcentra Mezzanine QPAM S.à r.l.	81849	LA Holdings (Luxembourg) S.A.	81843
Algeco Finance Mezz sp. z o.o. Oddzial w Luksemburgu	81849	La Petite Voevre S.à r.l.	81845
Alison Café S. à r.l.	81849	Larfeld Holding S.A.	81845
Alma Capital Investment Management ..	81849	LJV Capital Luxembourg S.A.	81885
Améthiste S.à r.l.	81849	LMA (Luxembourg) S.à r.l.	81854
A.M.P. Grenailles S.A.	81850	Logistikpark Rhein-Main S.à r.l.	81886
A.N. International 2 S.à r.l.	81850	Lumolux	81855
Antin Infrastructure Luxembourg IV	81852	Luxac S.à r.l.	81844
atHome International S.A.	81852	Matrox Holding A.G. SPF	81854
Ayo Investments S.à r.l.	81855	Max Lease Sàrl	81888
Cometec S.A.	81845	Medimmo S.A.	81888
Cousimin S.A.	81851	M-L Consulting	81888
Experian Luxembourg Finance S.à r.l.	81842	Mondeltone S.A.	81854
Fondation Peters	81878	Multrans Assets	81888
Goldman Sachs Specialized Investments	81846	Pibaj S.A.	81881
Goldman Sachs Structured Investments SICAV	81847	Pollux Properties S.à r.l.	81846
Hesope S.A.	81847	Rigel Developments S.à r.l.	81846
IHC S.à r.l.	81842	Sirius Logistics S.à r.l.	81847
Imayou S.A., SPF	81843	SIX Payment Services (Europe) S.A.	81853
Immo Place de Paris S.à r.l.	81844	S.L.C.A. S.A.	81843
Impact	81844	Soccerworld Europe S. à r. l.	81853
International Business Consultants S.A.	81843	Sonatrach Ré	81853
International Import Export S.A.	81842	Sub Lecta 2 S.A.	81852
International Network of Competences Sàrl	81854	Tarizzio S.A.	81853
Intralot Finance Luxembourg S.A.	81868	Tescara S.A.	81853
Intrapid Aviation Luxembourg Borrower 1 S.à r.l.	81855	VDSA Sàrl	81848
Invesco Funds	81848	Vega Holding S.A.	81851
		Verim S.A.	81850
		Vonadu	81851
		Woodland S.à r.l.	81850
		WPP Luxembourg Holdings S.à r.l.	81850

Experian Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 720.040.000,00.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 99, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 172.407.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2012.

Pour la société

Référence de publication: 2013069790/11.

(130086130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

I-Space S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 10, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 165.013.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour I-SPACE S.à r.l.

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013069863/11.

(130086545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

IHC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 168.727.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2013.

Référence de publication: 2013069873/10.

(130086373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

International Import Export S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 34, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 53.472.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2013.

Référence de publication: 2013069890/10.

(130086446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

JMF Transports S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4831 Rodange, 146, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 155.149.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L-4831 Rodange, le 16 mai 2013.

Monsieur De Simone Jean-Marie

Gérant technique

Référence de publication: 2013069912/12.

(130086103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Imayou S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 130.051.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue exceptionnellement le 29 mai 2013

En complément du dépôt effectué le 21 novembre 2012 sous la référence L120200299

- la cooptation de Monsieur Olivier BEAUDOUL, employé privé, né le 26 juin 1983 à Charleroi, Belgique, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, en tant qu'Administrateur en remplacement de Monsieur Michel LOMZIK, Administrateur démissionnaire, est ratifiée.

Fait à Luxembourg, le 29 mai 2013.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2013069876/14.

(130086319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

I.B.C. (Luxembourg), International Business Consultants S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 51.863.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 5 septembre 2011

Résolution

L'Assemblée accepte la démission de FIP INTERNATIONAL SA, ayant son siège social au 31, Quai du Mont Blanc à CH-1201 Genève, de son mandat de commissaire aux comptes.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

INTERNATIONAL BUSINESS CONSULTANTS S.A.

Référence de publication: 2013069889/13.

(130086219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

LA Holdings (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 122.545.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 Mai 2013.

Pour LA Holdings (Luxembourg) S.A

Sabina Craciunescu

Référence de publication: 2013069937/12.

(130085721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

S.L.C.A. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 123.020.

Extrait du procès-verbal du conseil d'administration

En date du 16 mai 2013, les membres du conseil d'administration de la Société ont décidé de renouveler le mandat d'administrateur-délégué de Monsieur Massimo LONGONI jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui approuvera les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mai 2013.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013070081/15.

(130086517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Immo Place de Paris S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 4-6, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 101.719.

Suite à divers cessions et transferts de parts sociales sous seing privé, les parts sociales sont désormais réparties comme suit:

Madame STREVELER Laurence, demeurant

à L-6917 ROODT-SUR-SYRE, 20, op der Haard 100 parts sociales

Total: 100 parts sociales

Luxembourg, le 30 mai 2013.

La société

Référence de publication: 2013069877/14.

(130086345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Impact, Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 54.429.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique le 5 novembre 2012 à 14.00 heures

L'Actionnaire unique décide de renouveler, avec effet au 25 mai 2012, le mandat du Commissaire aux Comptes qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2018.

Est renommée Commissaire aux comptes:

- Luxembourg International Consulting S.A. (en abrégé Interconsult), RCS Luxembourg B40312 avec siège social au 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxembourg;

Luxembourg, le 5 novembre 2012.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2013069880/17.

(130086456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Jufin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4170 Esch-sur-Alzette, 10-12, boulevard J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 83.473.

Rectificatif concernant le dépôt L 130021092 du 04/02/2013.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013069915/10.

(130086388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Luxac S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.950.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 161.534.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2013.

LUXAC S.à r.l.

Représentée par M. Matthijs BOGGERS

Gérant de catégorie B

Référence de publication: 2013069959/13.

(130086288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Konex, Société Anonyme.

Siège social: L-1338 Luxembourg, 46, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 127.436.

Les Comptes annuels révisés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mai 2013.

KONEX

Claude MEYER

Administrateur

Référence de publication: 2013069925/14.

(130085885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

La Petite Voivre S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 39, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 137.891.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

La Petite Voivre S.à r.l.

Référence de publication: 2013069927/11.

(130086423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Larfeld Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 66.833.

RECTIFICATIF

Remplace les comptes annuels au 31 décembre 2011 enregistrés et déposés au registre de commerce et des sociétés, le 12 décembre 2012 sous le n° de dépôt: L120213332

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013069941/11.

(130086237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Cometec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 48.108.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 27 mai 2013 à 11.30 heures à Luxembourg
1, rue Joseph Hackin*

- L'Assemblée Générale Ordinaire décide à l'unanimité de renouveler les mandats d'Administrateurs de Messieurs Nicolas MONTAGNE, Yvan JUCHEM et Noël DIDIER;

- L'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler le mandat de Commissaire aux Comptes de Monsieur Pierre SCHILL.

- Le mandat des Administrateurs et Commissaire aux Comptes prendra fin à l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2013.

Pour copie conforme

FIDUPAR

Signatures

Référence de publication: 2013070347/18.

(130087060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2013.

Pollux Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 112.252.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 21 mars 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné la dissolution et la liquidation de la société

- POLLUX PROPERTIES Sàrl, dont le siège social à L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe, a été dénoncé en date du 14 novembre 2008.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Martine LEYTEM, premier juge au Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Alain NORTH, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire leurs déclarations de créances au greffe du Tribunal de Commerce de Luxembourg avant le 11 avril 2013.

Pour extrait conforme

Alain NORTH

Le liquidateur

Référence de publication: 2013070228/18.

(130086410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Rigel Developments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 112.250.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 21 mars 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné la dissolution et la liquidation de la société

- RIGEL DEVELOPMENTS Sàrl, dont le siège social à L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe, a été dénoncé en date du 1^{er} décembre 2008.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Martine LEYTEM, premier juge au Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Alain NORTH, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire leurs déclarations de créances au greffe du Tribunal de Commerce de Luxembourg avant le 11 avril 2013.

Pour extrait conforme

Alain NORTH

Le liquidateur

Référence de publication: 2013070229/18.

(130086417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Goldman Sachs Specialized Investments, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 129.688.

—
Monsieur Francesco Adiliberti a démissionné de sa fonction d'administrateur de la Société avec date effective le 22 Mai 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour Goldman Sachs Specialized Investments

The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A.

2-4 rue Eugène Ruppert / Vertigo Building – Polaris

L-2453 Luxembourg

Andres Schless / Murielle Antoine

- / *Managing Director*

Référence de publication: 2013070218/18.

(130085986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Sirius Logistics S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 112.251.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 21 mars 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné la dissolution et la liquidation de la société

- SIRIUS LOGISTICS Sàrl, dont le siège social à L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe, a été dénoncé en date du 1^{er} décembre 2008.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Martine LEYTEM, premier juge au Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Alain NORTH, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire leurs déclarations de créances au greffe du Tribunal de Commerce de Luxembourg avant le 11 avril 2013.

Pour extrait conforme

Alain NORTH

Le liquidateur

Référence de publication: 2013070230/18.

(130086412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Hesope S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 115.710.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE

«Par jugement rendu en date du 30 mai 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société anonyme HESOPE S.A., dont le siège social à L-1636 Luxembourg, 10 rue Willy Goergen a été dénoncé en date du 15 novembre 2010.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Thierry SCHILTZ et liquidateur Maître Geoffrey R.E. PARIS, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 21 juin 2013 au greffe de la sixième section de ce Tribunal.

Luxembourg, le 30 mai 2013.

Pour extrait conforme

Maître Geoffrey R.E. PARIS

Le liquidateur

Référence de publication: 2013070220/19.

(130086509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Goldman Sachs Structured Investments SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 124.187.

—
Monsieur Francesco Adilberti a démissionné de sa fonction d'administrateur de la Société avec date effective le 22 Mai 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour Goldman Sachs Structured Investments SICAV

The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A.

2-4 rue Eugène Ruppert / Vertigo Building – Polaris

L-2453 Luxembourg

Andres Schless / Murielle Antoine

- / *Managing Director*

Référence de publication: 2013070219/17.

(130085987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

VDSA Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 41, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 111.896.

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire

Les associés, exerçant les pouvoirs de l'assemblée générale, ont pris la résolution suivante:

1) Ratification de la démission du gérant technique:

- Monsieur Donato POLLUCE, cuisinier, né le 23 février 1977 à Acquaviva (I), demeurant à L-3505 Dudelange, 59, rue Dominique Lang.

2) Nomination du gérant technique:

- Madame Giovanna SABINO, employée privée, née 10 mai 1963 à Turi/Bari (I), demeurant à L-8033 Strassen, 12, rue Albert Schweitzer.

Luxembourg, le 30 mai 2013.

Les Associés

Référence de publication: 2013070164/17.

(130086085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Invesco Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 34.457.

Monsieur Benjamin Fulton a démissionné de ses fonctions d'administrateur de la Société avec date effective le 30 Avril 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour INVESCO FUNDS

The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A.

2-4 rue Eugène Ruppert / Vertigo Building – Polaris

L-2453 Luxembourg

Andres Schless / Murielle Antoine

- / Managing Director

Référence de publication: 2013070222/17.

(130085989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Aerogolf Business Center S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 151.804.

Le bilan au 31 mai 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2013.

Référence de publication: 2013070238/10.

(130086879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2013.

Alcentra Mezzanine No. 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 107.703.

Les comptes annuels au 30 juin 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013070239/10.

(130087131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2013.

Alison Café S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 41, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 116.993.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Windhof, le 31/05/2013.

Référence de publication: 2013070242/10.

(130087076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2013.

Alma Capital Investment Management, Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 16, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 171.608.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2013070243/10.

(130087089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2013.

Alcentra Mezzanine QPAM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 114.912.

Les comptes annuels au 30 juin 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013070240/10.

(130087132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2013.

Algeco Finance Mezz sp. z o.o. Oddział w Luksemburgu, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 150.076.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 de la Société Algeco Finance Mezz sp. z o.o. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jorrit Crompvoets

Représentant permanent de la succursale

Référence de publication: 2013070241/12.

(130086793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2013.

Améthiste S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9656 Harlange, 19, rue Bierg.

R.C.S. Luxembourg B 150.513.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31/05/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2013070245/12.

(130086954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2013.

Woodland S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 116.686.

Der Jahresabschluss vom 31 Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Nuno Aniceto.

Référence de publication: 2013070174/11.

(130085713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

WPP Luxembourg Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 4.914.733.590,00.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 90.028.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013070175/11.

(130085789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Verim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 50.912.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013070168/10.

(130086080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

A.M.P.G. S.A., A.M.P. Grenailles S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 50, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 35.568.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour A.M.P. GRENAILLES S.A. en abrégé A.M.P.G. S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013070235/11.

(130087369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2013.

A.N. International 2 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 35, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 153.260.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013070236/11.

(130086668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2013.

Vonadu, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2175 Luxembourg, 21, rue Alfred de Musset.
R.C.S. Luxembourg B 74.569.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2013.
Pour compte de Vonadu Sàrl
Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2013070172/12.

(130085921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Vega Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 140.775.

Extrait de la résolution prise par le conseil d'administration en date du 28 mai 2013

Est nommé administrateur, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014:

- Monsieur Claude SCHMITZ, conseiller fiscal, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L – 1653 Luxembourg.

Pour extrait conforme
Luxembourg, le 28 mai 2013.

Référence de publication: 2013070166/14.

(130086323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Cousimin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 164.930.

EXTRAIT

En date du 16 avril 2013, le mandat de Deloitte Audit, ayant son siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 67 895 a été renouvelé en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle délibérant sur les comptes de 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2013070213/14.

(130085970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

AAM International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 116.477.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2013.
AAM International S.à r.l.
Christopher Jenner
Gérant C

Référence de publication: 2013070256/14.

(130086575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2013.

atHome International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 25, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 86.411.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 31/05/2013.

Référence de publication: 2013070232/10.

(130087071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2013.

Antin Infrastructure Luxembourg IV, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 154.162.

Il se dégage de l'acte de constitution du 17 mai 2013, reçu par devant Me Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, acte enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 22 mai 2013, LAC/2012/57142, aux droits de 75.-€, en cours de dépôt et d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, de la société à responsabilité limitée «Antin Infrastructure Luxembourg XI», avec siège social à 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, que la société a été constituée par apport en nature consistant en l'apport de 100% des parts sociales de la société «Antin Infrastructure Luxembourg IV» détenues par l'associé unique «Antin Infrastructure Partners FCPR».

Suite à cet apport, il en résulte donc que la société «Antin Infrastructure Luxembourg XI» est l'associé unique de la société «Antin Infrastructure Luxembourg IV».

Luxembourg, le 31 mai 2013.

Pour extrait conforme

Martine SCHAEFFER

Notaire

Référence de publication: 2013070247/19.

(130086964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2013.

Adapto SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8217 Mamer, 41, Op Bierg.

R.C.S. Luxembourg B 114.598.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013070237/11.

(130086969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2013.

Sub Lecta 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 72.206.

Rectificatif du dépôt du 30/04/2013 n. L130068505

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliaire

Signatures

Référence de publication: 2013070127/14.

(130086090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

SIX Payment Services (Europe) S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-5365 Munsbach, 10, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 144.087.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 mai 2013.

Référence de publication: 2013070113/10.

(130086452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Soccerworld Europe S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 103.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 134.769.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 mai 2013.

Référence de publication: 2013070114/10.

(130086116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Sonatrach Ré, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 133.796.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2013070117/10.

(130086244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Tarizzio S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 40.668.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2013070137/10.

(130086062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Tescara S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 43, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 73.676.

EXTRAIT

Il résulte de la lettre datée du 30 mai 2013 que Monsieur DÔME Eddy a démissionné avec effet immédiat de sa fonction d'administrateur de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2013.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013070141/14.

(130086501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Mondeltone S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 117.847.

—

Extrait de la résolution prise lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 30 mai 2013

- La démission de Mademoiselle Noëlle PICCIONE de son mandat d'Administrateur et de Présidente du Conseil d'Administration est actée avec effet immédiat.

- Monsieur Pierre PARACHE, employé privé, né le 9 décembre 1977 à Libramont, Belgique, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est coopté en son remplacement en tant que nouvel Administrateur. Monsieur PARACHE terminera le mandat de Mademoiselle PICCIONE. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2018.

- Monsieur Pierre MESTDAGH, employé privé, né le 21 novembre 1961 à Etterbeek, Belgique, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommé Président du Conseil pendant toute la durée de son mandat d'Administrateur, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2018.

Fait à Luxembourg, le 30 mai 2013.

Certifié sincère et conforme

MONDELSTONE S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013069985/22.

(130085945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Matrox Holding A.G. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 87, allée Léopold Goebel.

R.C.S. Luxembourg B 50.650.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2013.

Pour compte de Matrox Holding A.G. SPF

Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2013069976/12.

(130086371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

International Network of Competences Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 109.444.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013069891/10.

(130086176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

LMA (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 152.032.

—

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2013.

Référence de publication: 2013069956/10.

(130086346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

**Intrepid Aviation Luxembourg Borrower 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Ayo Investments S.à r.l.).**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 175.580.

—
Extrait des résolutions prises par l'associée unique en date du 24 mai 2013

1. Mme Virginie DOHOGNE a démissionné de son mandat de gérante A.
2. M. Philippe TOUSSAINT a démissionné de son mandat de gérant B.
3. M. Franklin Leep PRAY, administrateur de sociétés, né à Oklahoma (Etats-Unis d'Amérique), le 29 décembre 1961, demeurant au 121, Briarcliff Road, 10510 Briarcliff Manor (Etats-Unis d'Amérique), a été nommé comme gérant A pour une durée indéterminée.
4. M. Ludovic TROGLIERO, administrateur de sociétés, né à Clichy-la-Garenne (France), le 8 juin 1979, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant B pour une durée indéterminée.
5. M. David CATALA, administrateur de sociétés, né à Gand (Belgique), le 19 janvier 1979, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant B pour une durée indéterminée.
6. Le nombre des gérants a été augmenté de deux (2) à trois (3).

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Intrepid Aviation Luxembourg Borrower 1 S.à r.l. (anciennement Ayo Investments S.à r.l.)

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013069870/25.

(130086147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Lumolux, Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 177.541.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-third day of May,

Before the undersigned, Maitre Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. Anton Körner, manager, born on 10 May 1957 in Hassfurt, Germany, with professional address at S.A.G. Solarstrom AG, Sasbacher Str.5, D-79111 Freiburg i. Br., Germany,

here represented by Carolina Körner, lawyer, whose professional address is 18-20 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Freiburg, on 14 May 2013.

2. Ismael Beltran Ochando, engineer, born on 18 May 1972 in Avila, Spain, with professional address at S.A.G. Solarstrom AG, Sasbacher Str.5, D-79111 Freiburg i. Br., Germany,

here represented by Carolina Körner, lawyer, whose professional address is 18-20 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Freiburg, on 14 May 2013.

3. Francisco Jose Arceo Diaz, engineer, born on 2 July 1982 in Querétaro, QRO., Mexico, residing at 1era de Fresnos 141, 76100 Querétaro, Mexico,

here represented by Carolina Körner, lawyer, whose professional address is 18-20 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Freiburg, on 14 May 2013.

4. Rodrigo Camarena Diaz, engineer, born on 7 March 1979 in Mexico, D. F., Mexico, residing at Margaritas 100, 01030 Mexico, Mexico,

here represented by Carolina Körner, lawyer, whose professional address is 18-20 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Freiburg, on 14 May 2013.

After signature ne varietur by the authorised representative of the appearing parties and the undersigned notary, the powers of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing parties, represented as set out above, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a public company limited by shares (société anonyme), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "Lumolux" (the Company). The Company is a public company limited by shares (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of directors (the Board). It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders (the General Meeting), acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. If the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any company or enterprise in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000), represented by thirty-one thousand (31,000) shares in registered form, having a nominal value of one Euro (EUR 1) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

6.3. A register of shares shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.4. A share transfer shall be carried out by the entry in the register of shares of a declaration of transfer, duly signed and dated by either:

(i) both the transferor and the transferee or their authorised representatives; or

(ii) any authorised representative of the Company, following a notification to, or acceptance by, the Company, in accordance with Article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.5. Any document recording the agreement between the transferor and the transferee, which is validly signed by both parties, may be accepted by the Company as evidence of a share transfer.

6.6. The Company may redeem its own shares within the limits set out in the Law.

Art. 7. Right of First Refusal.

7.1. In the event that any of the shareholders wishes to sell or transfer any or all of its shares to a third party (the Selling Shareholder) and has received an offer from a prospective purchaser (the Prospective Purchaser) to purchase such shares (the Offered Shares), such shareholder shall give notice (the Offer Notice) thereof to the other shareholders without undue delay and provide the Company with a copy of the Offer Notice. Such Offer Notice has to state in detail:

- (i) the name and address of the Prospective Purchaser;
- (ii) a copy of the Prospective Purchaser's valid, binding and irrevocable offer to purchase any or all of the Offered Shares from the Selling Shareholder;
- (iii) the purchase price offered by the Prospective Purchaser for the Offered Shares and the Prospective Purchaser's written confirmation of the proof of financing;
- (iv) the Prospective Purchaser's obligation to assume all of the rights and obligations of the Selling Shareholder under the articles of incorporation of the Company, as may be amended from time to time; and
- (v) a binding offer of the Selling Shareholder to sell and transfer the Offered Shares under the same terms and conditions offered by the Prospective Purchaser to the other shareholders of the Company, however, as far as the purchase price is concerned, it is limited to the actual value of the Offered Shares (the Maximum Exercise Price). In case of disagreement on the Maximum Exercise Price, a third party jointly appointed by the parties disagreeing on the Maximum Exercise Price shall determine the amount of such Maximum Exercise Price.

7.2. Upon receipt of the Offer Notice and being exercisable within sixty (60) calendar days thereafter (the Exercise Period), the Company's shareholders shall have the right, but shall not be obliged, to purchase any or all of the Offered Shares at the price and on the terms and conditions agreed on in good faith between the Selling Shareholder and the Prospective Purchaser as set forth in such Offer Notice, limited however to the Maximum Exercise Price as far as price is concerned. Upon exercise of this right of first refusal, the Selling Shareholder shall be obliged to sell and transfer the Offered Shares within thirty (30) calendar days to the Company's relevant shareholder(s) or a third party indicated by the Company in writing.

7.3. If the right of first refusal is not exercised in accordance with Section 7.1 and 7.2 within the Exercise Period, the Selling Shareholder may sell and transfer the Offered Shares to the Prospective Purchaser at the same purchase price and on the terms and conditions as set forth in the Offer Notice, provided that such sale and transfer is completed within forty-five (45) calendar days after the expiration of the Exercise Period.

7.4. If two or more shareholders wish to exercise their right of first refusal, the Offered Shares shall be sold or transferred to such shareholders pro rata their respective holding in the Company shares.

III. Management - Representation

Art. 8. Board of directors.

8.1. Composition of the board of directors

(i) The Company shall be managed by the Board, which shall comprise at least three (3) members. The directors need not be shareholders.

(ii) The General Meeting shall appoint the directors and determine their number, their remuneration and the term of their office. Directors cannot be appointed for a term of office of more than six (6) years but are eligible for re-appointment at the expiry of their term of office. The General Meeting may decide to appoint directors of two different classes, i.e. one or several class A directors and one or several class B directors.

(iii) Directors may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the General Meeting.

(iv) If a legal entity is appointed as a director, it must appoint a permanent representative to perform its duties. The permanent representative is subject to the same rules and incurs the same liabilities as if he had exercised his functions in his own name and on his own behalf, without prejudice to the joint and several liability of the legal entity which it represents.

(v) Should the permanent representative be unable to perform its duties, the legal entity must immediately appoint another permanent representative.

(vi) If the office of a director becomes vacant, the other directors, acting by a simple majority, may fill the vacancy on a provisional basis until a new director is appointed by the next General Meeting.

8.2. Powers of the board of directors

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

(iii) The Board is authorised to delegate the day-to-day management, and the power to represent the Company in this respect, to one or more directors, officers, managers or other agents, whether shareholders or not, acting either individually or jointly. If the day-to-day management is delegated to one or more directors, the Board must report to the

annual General Meeting any salary, fee and/or any other advantage granted to those director(s) during the relevant financial year.

8.3. Procedure

(i) The Board must appoint a chairperson from among its A directors, and may choose a secretary who need not be a director and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of General Meetings.

(ii) The Board shall meet at the request of the chairperson or any director, at the place indicated in the notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(iii) Written notice of any Board meeting shall be given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iv) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A director may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(v) A director may grant to another director a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(vi) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board Resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the directors present or represented, provided that if the General Meeting has appointed one or several class A directors and one or several class B directors, at least one (1) class A director and one (1) class B director votes in favour of the resolution. The chairman shall have a casting vote in the event of a tied vote. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson, by all the directors present or represented at the meeting, or by the secretary (if any).

(vii) Any director may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(viii) Circular resolutions signed by all the directors (Directors' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

(ix) A director who has an interest in a transaction carried out other than in the ordinary course of business which conflicts with the interests of the Company must advise the Board accordingly and have the statement recorded in the minutes of the meeting. The director concerned may not take part in the deliberations concerning that transaction. A special report on the relevant transaction shall be submitted to the shareholders at the next General Meeting, before any vote on any other resolution.

8.4. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any class A director and any class B director.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special signatory powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole director.

9.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the Company may be managed by a single director until the General Meeting following the introduction of an additional shareholder; and

(ii) any reference in the Articles to the Board, the directors, some directors or any director should be read as a reference to that sole director, as appropriate.

9.2. Transactions entered into by the Company which conflict with the interest of its sole director must be recorded in minutes. This does not apply to transactions carried out under normal circumstances in the ordinary course of business.

Art. 10. Liability of the directors. The directors may not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the Company's name, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

The General Meeting has full powers to adopt and ratify all acts and operations which are consistent with the Company's corporate object.

(ii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting proceedings

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board or the statutory auditor(s). The shareholders must be convened to a General Meeting following a request from shareholders representing more than one-tenth (1/10) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Any shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at the meeting.

(vii) Any shareholder may vote by using the forms provided by the Company for that purpose. Voting forms must contain the date, place and agenda of the meeting and the text of the proposed resolutions. For each resolution, the form must contain three boxes allowing for a vote for or against that resolution or an abstention. Shareholders must return the voting forms to the Company's registered office. Only voting forms received prior to the General Meeting shall be taken into account in calculating the quorum for the meeting. Voting forms which indicate neither a voting intention nor an abstention shall be considered void.

(viii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by a simple majority vote, regardless of the proportion of share capital represented.

(ix) An extraordinary General Meeting may only amend the Articles if at least one-half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles, including the text of any proposed amendment to the Company's object or form. If this quorum is not reached, a second General Meeting shall be convened by means of notices published twice in the Memorial and two Luxembourg newspapers, at an interval of at least fifteen (15) days and fifteen (15) days before the meeting. These notices shall state the date and agenda of the General Meeting and the results of the previous General Meeting. The second General Meeting shall deliberate validly regardless of the proportion of capital represented. At both General Meetings, resolutions must be adopted by at least two-thirds of the votes cast.

(x) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment in the Company shall require the unanimous consent of the shareholders and bondholders (if any).

Art. 12. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

- (i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;
- (ii) any reference in the Articles to the shareholders or the General Meeting is to be read as a reference to the sole shareholder, as appropriate; and
- (iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss account, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by the officers, directors and statutory auditor(s) to the Company.

13.3. One month before the annual General Meeting, the Board shall provide the statutory auditor(s) with a report on, and documentary evidence of, the Company's operations. The statutory auditor(s) shall then prepare a report setting out their proposals.

13.4. The annual General Meeting shall be held at the registered office or in any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the second Friday of May of each year at 10.00 a.m.. If that day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the following business day.

Art. 14. Auditors.

14.1. The Company's operations shall be supervised by one or more statutory auditors (commissaires).

14.2. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

14.3. The General Meeting shall appoint the statutory auditor(s) (commissaire(s)) / external auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréés), and determine their number and remuneration and the term of their office. The term of office of the statutory auditor(s) may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The General Meeting shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. It may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

- (i) the Board must draw up interim accounts;
- (ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal or a statutory reserve;
- (iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and
- (iv) the statutory auditor(s) (commissaire(s)) or the approved external auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréés), as applicable, must prepare a report addressed to the Board which must verify whether the above conditions have been met.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1 The Company may be dissolved at any time by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles. The General Meeting shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the General Meeting, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2 The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provision

17.1 Notices and communications may be made or waived, Directors' Circular Resolutions and voting forms of the shareholders may be evidenced in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2 Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a director, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3 Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of Directors' Circular Resolutions or resolutions adopted by telephone or video conference may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4 All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and end on the thirty-first (31) of December 2013.

Subscription and Payment

Anton Körner, represented as stated above, subscribes for seven thousand seven hundred-fifty (7750) shares in registered form, having a nominal value of one Euro (EUR 1) each, and agrees to make a contribution in cash of seven thousand seven hundred-fifty Euro (EUR 7750), paid up to an amount of two thousand Euro (EUR 2000).

Ismael Beltran Ochando, represented as stated above, subscribes for seven thousand seven hundred-fifty (7750) shares in registered form, having a nominal value of one Euro (EUR 1) each, and agrees to make a contribution in cash of seven thousand seven hundred-fifty Euro (EUR 7750), paid up to an amount of two thousand Euro (EUR 2000).

Francisco Jose Arceo Diaz, represented as stated above, subscribes for seven thousand seven hundred-fifty (7750) shares in registered form, having a nominal value of one Euro (EUR 1) each, and agrees to make a contribution in cash of seven thousand seven hundred-fifty Euro (EUR 7750), paid up to an amount of two thousand Euro (EUR 2000).

Rodrigo Camarena Diaz, represented as stated above, subscribes for seven thousand seven hundred-fifty (7750) shares in registered form, having a nominal value of one Euro (EUR 1) each, and agrees to make a contribution in cash of seven thousand seven hundred-fifty Euro (EUR 7750), paid up to an amount of two thousand Euro (EUR 2000).

The amount of eight thousand Euro (EUR 8000) representing 25,80 % of the share capital is at the Company's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred Euro (EUR 1,500.-).

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, its shareholders, representing the entire subscribed share capital, adopted the following resolutions:

1. The following is appointed as A director of the Company for a period of six (6) years ending on the date of the annual general meeting to be held in 2019:

Ismael Beltran Ochando, born on 18 May 1972 in Avila, Spain, with professional address at S.A.G. Solarstrom AG, Sasbacher Str.5, D-79111 Freiburg i. Br., Germany.

The following are appointed as B directors of the Company for a period of six (6) years ending on the date of the annual general meeting to be held in 2019:

Mario Cohn, born on 16 January 1982 in Erlangen, Germany, with professional address at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Giovanni La Forgia, born on 24 October 1982 in Bari, Italy, with professional address at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The directors shall not receive any remuneration.

2. Anton Korner, with professional address at S.A.G. Solarstrom AG, Sasbacher Str.5, D-79111 Freiburg i. Br., Germany, is appointed as statutory auditor (commisaire) of the Company for a period of six (6) years ending on the date of the annual general meeting to be held in 2019.

The statutory auditor shall not receive any remuneration.

3. The registered office of the Company is located at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing parties, this deed is drawn up in English, followed by a German version, and that in the case of divergences, the English text prevails.

WHEREOF this deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing parties.

Deutsche Uebersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausenddreizehn, am dreiundzwanzigsten Tag des Monats Mai,

ist vor dem unterzeichnenden Notar Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg,

ERSCHIENEN:

1. Anton Körner, Diplom-Kaufmann, geboren am 10 Mai 1957 in Hassfurt, Deutschland, mit Geschäftsadresse in S.A.G. Solarstrom AG, Sasbacher Str.5, D-79111 Freiburg i. Br., Deutschland,

hier vertreten durch Carolina Körner, Juristin, mit Geschäftsadresse in 18-20 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, aufgrund der Vollmacht welche am 14 Mai 2013 in Freiburg erteilt wurde.

2. Ismael Beltran Ochando, Ingenieur, geboren am 18 Mai 1972 in Avila, Spanien, mit Geschäftsadresse in S.A.G. Solarstrom AG, Sasbacher Str.5, D-79111 Freiburg i. Br., Deutschland,

hier vertreten durch Carolina Körner, Juristin, mit Geschäftsadresse in 18-20 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, aufgrund der Vollmacht welche am 14 Mai 2013 in Freiburg erteilt wurde.

3. Francisco Jose Arceo Diaz, Ingenieur, geboren am 2 Juli 1982 in Querétaro, QRO., Mexico, mit Wohnsitz in 1era de Fresnos 141, 76100 Querétaro, Mexico,

hier vertreten durch Carolina Körner, Juristin, mit Geschäftsadresse in 18-20 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, aufgrund der Vollmacht welche am 14 Mai 2013 in Freiburg erteilt wurde.

4. Rodrigo Camarena Diaz, Ingenieur, geboren am 7 März 1979 in Mexico, D. F., Mexico, mit Wohnsitz in Margaritas 100, 01030 Mexico, Mexico,

hier vertreten durch Carolina Körner, Juristin, mit Geschäftsadresse in 18-20 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, aufgrund der Vollmacht welche am 14 Mai 2013 in Freiburg erteilt wurde.

Nach ne varietur Unterzeichnung von der Stellvertreterin der erschienenen Parteien und dem unterzeichnenden Notar, werden die besagten Vollmachten der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigelegt.

Die erschienenen Parteien, vertreten wie oben dargestellt, haben den unterzeichneten Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Aktiengesellschaft (société anonyme), welche hiermit gegründet wird, wie folgt zu beurkunden.

I. Firma - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck - Dauer

Art. 1. Name. Der Name der Gesellschaft lautet „Lumolux“ (die Gesellschaft). Die Gesellschaft ist eine Aktiengesellschaft (société anonyme) und unterliegt den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung (das Gesetz) und der hier vorliegenden Gesellschaftssatzung (die Satzung).

Art. 2. Gesellschaftssitz.

2.1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Luxembourg, im Großherzogtum Luxemburg. Er kann durch Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft (der Verwaltungsrat) an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Er kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre (die Hauptversammlung) in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über die Satzungsänderung an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

2.2. Filialen, Zweigniederlassungen und andere Geschäftsräume können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Verwaltungsrates errichtet werden. Sollte der Verwaltungsrat feststellen, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse bestehen oder vorauszusehen sind und dass diese Entwicklungen oder Ereignisse die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die Verbindung zwischen diesem Gesellschaftssitz und Personen außerhalb behindern können, kann der Gesellschaftssitz bis zur vollständigen Beendigung dieser Entwicklungen oder Ereignisse vorübergehend ins Ausland verlegt werden. Jegliche solcher vorübergehenden Maßnahmen beeinflussen die Nationalität der Gesellschaft nicht, die ungeachtet einer vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes eine in Luxemburg gegründete Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Gesellschaftszweck.

3.1. Zweck der Gesellschaft ist die Akquisition von Beteiligungen an in- oder ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen jeder Art, sowie die Verwaltung solcher Beteiligungen. Insbesondere darf die Gesellschaft Aktien, Anteile und andere Wertpapiere, Anleihen, ungesicherte Obligationen, Einlagezertifikate und andere Schuldtitel durch Zeichnung, Kauf und Tausch oder auf andere Weise erwerben, und im Allgemeinen alle Wertpapiere und Finanzinstrumente, die von öffentlichen oder privaten Rechtspersonlichkeiten jeder Art ausgegeben werden. Die Gesellschaft kann sich an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Aufsicht einer jeden Gesellschaft oder eines jeden Unternehmens beteiligen. Des Weiteren kann sie in den Erwerb und die Verwaltung eines Patentbestandes oder anderer geistiger Eigentumsrechte jeder Art oder jeden Ursprungs investieren.

3.2. Die Gesellschaft kann Darlehen jeglicher Art aufnehmen. Sie kann Schuldscheine, Anleihen sowie jegliche Art von Schuldtiteln und Dividendenpapieren ausgeben. Sie kann Geldmittel, einschließlich und uneingeschränkt die Erträge aus Kreditverbindlichkeiten, an ihre Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften und andere Gesellschaft verleihen. Des Weiteren kann sie in Bezug auf einen Teil oder ihr gesamtes Vermögen Sicherheiten leisten, verpfänden, übertragen, belasten oder auf andere Weise Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen und solchen anderer Gesellschaften nachzukommen und im Allgemeinen zu ihrem eigenen Vorteil und zum Vorteil jeder anderen Gesellschaft oder Person. Um Unstimmigkeiten auszuschließen, ist die Gesellschaft nicht dazu befugt ohne die erforderliche Genehmigung reglementierte Tätigkeiten in Bezug auf den Finanzsektor auszuüben.

3.3. Die Gesellschaft ist befugt sich jeglicher Verfahren, Rechtsmittel und Instrumente zu bedienen, um ihre Investitionen effizient zu verwalten und um sich gegen Kredit-, Wechsel-, Zinssatz- und andere Risiken abzusichern.

3.4. Die Gesellschaft ist befugt jede gewerbliche, finanzielle oder industrielle Tätigkeit und Transaktionen in Bezug auf Immobilien und bewegliches Vermögen durchzuführen, welche sich mittelbar oder unmittelbar auf den Gesellschaftszweck beziehen lässt oder der Förderung des Gesellschaftszweckes zu dienen bestimmt sind.

Art. 4. Dauer.

4.1 Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

4.2 Die Gesellschaft wird nicht aufgrund eines Todesfalles, der Aufhebung von Bürgerrechten, Rechtsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder einem ähnlichen Vorkommnis, welches einen oder mehrere Aktionäre betrifft, aufgelöst.

II. Gesellschaftskapital - Aktien

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt einunddreißig tausend Euro (EUR 31000), bestehend aus einunddreißig tausend (31000) Gesellschaftsanteilen mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1).

5.2. Das Stammkapital der Gesellschaft kann einmalig oder mehrfach durch Beschluss der Hauptversammlung in Übereinstimmung mit den vorgeschriebenen Bedingungen für Satzungsänderungen erhöht oder vermindert werden.

Art. 6. Aktien.

6.1. Die Aktien sind unteilbar und die Gesellschaft erkennt nur einen (1) Aktieninhaber pro Aktie an.

6.2. Die Aktien der Gesellschaft sind und bleiben Namensaktien (actions nominatives).

6.3. Am Sitz der Gesellschaft wird ein Aktienregister geführt, welches auf Anfrage eines jeden Gesellschafters eingesehen werden kann.

6.4. Die Übertragung von Aktien erfolgt durch die Eintragung in das Aktienregister einer Erklärung der Übertragung, datiert und unterzeichnet durch:

- (i) sowohl den Übertragenden und den Erwerber oder durch deren bevollmächtigte Stellvertreter oder
- (ii) einen Bevollmächtigten der Gesellschaft,

Eintragung welche einer Benachrichtigung oder Genehmigung der Gesellschaft im Sinne von Artikel 1690 des luxemburgischen Zivilgesetzbuches folgt.

6.5. Als Beweis für die Übertragung der Aktien kann die Gesellschaft alle Dokumente anerkennen, die die zwischen dem Übertragenden und Erwerber über die Übertragung geschlossene Vereinbarung dokumentieren.

6.6. Die Gesellschaft kann unter Beachtung des Gesetzes ihre eigenen Aktien zurückerwerben.

Art. 7. Vorkaufsrecht.

7.1. Im Falle dass ein Aktionär beabsichtigt, seine Anteile an einen Dritten zu verkaufen oder zu übertragen (der übertragende Aktionär), und ein Angebot von einem potenziellen Käufer (die interessierte Person) bekommen hat solche Anteile zu erwerben (die angedienten Anteile), muss solch ein übertragender Aktionär den anderen Aktionären dies durch eine Mitteilungsfrist (die Vorkaufsmittelung) unverzüglich mitteilen und der Gesellschaft eine Kopie der Vorkaufsmittelung zukommen lassen. Eine solche Vorkaufsmittelung muss detailliert darlegen:

- (i) Den Namen und die Adresse der interessierten Person;
- (ii) Eine Kopie des rechsgültigen, rechtsverbindlichen und unwiderruflichen Angebotes der interessierten Person einige oder alle der Anteile der Gesellschaft des übertragenden Aktionärs zu erwerben;
- (iii) Den von der interessierten Person für die angedienten Anteile angebotenen Kaufpreis, zusammen mit seiner schriftlichen Bestätigung seines Finanzierungsnachweises;
- (iv) Die Verpflichtung der interessierten Person alle Rechte und Verpflichtungen des übertragenden Aktionärs unter den Statuten der Gesellschaft, in ihrer eventuell abgeänderten Form, anzunehmen; und
- (v) Ein verbindliches Angebot des übertragenden Aktionärs die angedienten Anteile unter den von der interessierten Person angebotenen Geschäftsbedingungen, an die anderen Aktionäre zu verkaufen und zu übertragen, außer in Bezug auf den Kaufpreis, welcher auf den effektiven Wert der angedienten Anteile beschränkt ist (der Maximalpreis). Im Falle von Uneinigkeit in Bezug auf den Maximalpreis bestimmt ein von den uneinigen Parteien einvernehmlich ernannter Dritter den Betrag des Maximalpreises.

7.2. Nach Erhalt der Vorkaufsmittelung und während eines Zeitraums von sechzig (60) darauffolgenden Kalendertagen (der Vorverkaufszeitraum) haben die Aktionäre der Gesellschaft das Recht, ohne dazu gezwungen zu sein, alle oder einen Teil der zum Verkauf stehenden Anteile in Übereinstimmung mit den zwischen dem übertragende Aktionär und der interessierte Person, wie in der Verkaufsmittelung angegebenen, gutgläubig vereinbarten Geschäftsbedingungen, im Rahmen des Maximalpreises in Bezug auf den Preis, zu erwerben. Nach Anwendung dieses Vorverkaufsrechtes ist der übertragende Aktionär verpflichtet die angediente Anteile innerhalb von dreißig (30) Kalendertagen solch einem Aktionär oder solchen Aktionären der Gesellschaft oder einem von der Gesellschaft schriftlich angegebenen Dritten zu verkaufen und zu übertragen.

7.3. Falls das Vorverkaufsrecht nicht in Übereinstimmung mit Teil 7.1 und 7.2 innerhalb des Vorverkaufszeitraumes angewendet wird ist es dem übertragenden Aktionär gestattet der interessierten Person die angedienten Anteile zum gleichen Kaufpreis und zu den wie in der Verkaufsmittelung angegebenen Geschäftsbedingungen zu verkaufen und zu übertragen, solange ein solcher Verkauf und eine solche Übertragung innerhalb von fünfundvierzig (45) Kalendertagen nach Ablauf des Vorverkaufszeitraumes abgeschlossen ist.

7.4. Im Falle dass zwei oder mehrere Aktionäre ihr Vorverkaufsrecht wahrnehmen wollen, werden die angedienten Anteile an diese Aktionären im Verhältnis ihrer gehaltenen Gesellschaftsanteile verkauft oder übertragen.

III. Verwaltung - Vertretungsmacht

Art. 8. Verwaltungsrat.

8.1. Zusammensetzung des Verwaltungsrats

- (i) Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, welcher sich aus mindestens drei (3) Verwaltungsratsmitgliedern zusammensetzt. Die Mitglieder des Verwaltungsrats müssen nicht Aktionäre der Gesellschaft sein.
- (ii) Die Hauptversammlung der Gesellschaft ernennt die einzelnen Verwaltungsratsmitglieder und bestimmt deren Anzahl, Vergütung und Amtszeit. Die Amtszeit von Verwaltungsratsmitgliedern darf einen Zeitraum von sechs (6) Jahren nicht überschreiten; Verwaltungsratsmitglieder sind wieder wählbar. Die Hauptversammlung kann beschließen, Verwaltungsratsmitglieder aus zwei verschiedenen Klassen zu ernennen, i.e. einen oder mehrere Klasse A Verwaltungsratsmitglieder und einen oder mehrere Klasse B Verwaltungsratsmitglieder.
- (iii) Verwaltungsratsmitglieder können durch Beschluss der Hauptversammlung jederzeit (mit oder ohne Grund) abberufen werden.
- (iv) Sofern eine juristische Person als Verwaltungsratsmitglied ernannt wird, muss diese einen ständigen Stellvertreter bestimmen, welcher diese in ihrer Funktion als Verwaltungsratsmitglied vertritt. Der ständige Stellvertreter unterliegt

denselben Regelungen und haftet als habe er sein Amt in eigenem Namen für sich selbst handelnd vorgenommen, unabhängig von der gesamtschuldnerischen Haftung der juristischen Person die er vertritt.

(v) Sollte der ständige Stellvertreter nicht in der Lage sein, sein Amt auszuüben, hat die juristische Person umgehend einen neuen ständigen Stellvertreter zu bestimmen.

(vi) Sollte das Amt eines Verwaltungsratsmitglieds frei werden, können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder durch einfachen Mehrheitsbeschluss die freie Stelle vorläufig neu besetzen, bis die nächste Hauptversammlung einen neues Verwaltungsratsmitglied ernennt.

8.2. Befugnisse des Verwaltungsrates

(i) Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die Satzung den Aktionären vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates, welchem die Befugnis zusteht, jegliche Handlungen und Tätigkeiten auszuführen und zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck im Einklang sind.

(ii) Der Verwaltungsrat kann besondere und eingeschränkte Vollmachten für bestimmte Angelegenheiten an einen oder mehrere Handlungsbevollmächtigte übertragen.

(iii) Der Verwaltungsrat hat das Recht, die Verwaltung des laufenden Geschäftsverkehrs und die Befugnis die Gesellschaft in diesem Zusammenhang zu vertreten, auf einen oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Vorstände, Geschäftsführer oder andere Bevollmächtigte zu übertragen, unabhängig davon, ob es sich bei diesen Personen um Aktionäre handelt oder nicht, welche sowohl einzeln als auch gemeinschaftlich handeln können. Sofern die Verwaltung des laufenden Geschäftsverkehrs auf ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder übertragen worden sein sollte, muss der Verwaltungsrat der Hauptversammlung jährlich darlegen, welches Gehalt, Gebühren und/oder Vorteile diesem/diesen Verwaltungsratsmitglied(ern) während des jeweiligen Geschäftsjahres zugeflossen ist.

8.3. Verfahren

(i) Der Verwaltungsrat muss unter seinen Klasse A Verwaltungsratsmitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen und kann einen Schriftführer auswählen, der nicht zwangsläufig ein Verwaltungsratsmitglied sein muss, welcher für die Protokollführung sämtlicher Verwaltungsratssitzungen und Hauptversammlungen zuständig ist.

(ii) Auf Antrag des Vorsitzenden oder auf Antrag von einem (1) Verwaltungsratsmitglied trifft sich der Verwaltungsrat, an einem in der Bekanntmachung genannten Ort, grundsätzlich aber im Großherzogtum Luxemburg.

(iii) Eine schriftliche Bekanntmachung einer jeden Versammlung des Verwaltungsrates geht allen Verwaltungsratsmitgliedern spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der Versammlung zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Bekanntmachung darzulegen sind.

(iv) Eine Bekanntmachung ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder des Verwaltungsrates bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind und jeder von ihnen erklärt, dass ihm die Tagesordnung der Versammlung vollständig bekannt ist. Auf eine Bekanntmachung kann ein Verwaltungsratsmitglied zudem entweder vor oder nach der Sitzung freiwillig verzichten. Gesonderte schriftliche Bekanntmachungen sind nicht erforderlich, wenn es sich um eine Versammlung handelt, welche örtlich und zeitlich im Voraus in einem Terminplan angekündigt wurde, welcher durch den Verwaltungsrat verabschiedet wurde.

(v) Ein Verwaltungsratsmitglied kann einem anderen Verwaltungsratsmitglied eine Vollmacht erteilen, um sich bei Versammlung des Verwaltungsrates vertreten zu lassen.

(vi) Der Verwaltungsrat ist nur tagungs- und beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates sind wirksam, wenn sie von der Mehrheit der Stimmen der anwesenden und vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst werden, vorausgesetzt dass, wenn die Gesellschafter einen oder mehrere Klasse A Verwaltungsratsmitglieder und einen oder mehrere Klasse B Verwaltungsratsmitglieder ernannt haben, mindestens ein (1) Klasse A und ein (1) Klasse B Verwaltungsratsmitglied zugunsten des Beschlusses wählt. Im Falle einer Stimmengleichheit steht dem Vorsitzenden die streitentscheidende Stimme zu. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in Sitzungsprotokollen festgehalten, welche von dem Vorsitzenden oder von allen bei der Sitzung anwesenden und vertretenen Verwaltungsratsmitgliedern oder vom Schriftführer (wenn vorhanden) unterzeichnet werden müssen.

(vii) Jedes Verwaltungsratsmitglied kann per Telefon- oder Videokonferenz oder durch jedes andere, vergleichbare Kommunikationsmittel, welches es allen Teilnehmern der Versammlung ermöglicht, einander zu identifizieren, zu hören und miteinander zu kommunizieren, an einer Versammlung des Verwaltungsrates teilnehmen. Eine solche Teilnahme ist einer persönlichen Teilnahme an einer ordnungsgemäß einberufenen und gehaltenen Versammlung gleichzusetzen.

(viii) Beschlüsse in Textform, welche von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet sind (Zirkularbeschlüsse der Verwaltungsratsmitglieder), sind genauso gültig und verbindlich wie ein Beschluss, der in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Versammlung des Rates gefasst wurde und tragen das Datum der zuletzt hinzugefügten Unterschrift.

(ix) Ein Verwaltungsratsmitglied, welches einen Konflikt zwischen seinen und den Interessen der Gesellschaft in einer über das tägliche Geschäft hinausgehenden Transaktion hat, muss den Verwaltungsrat darüber unterrichten und hierüber eine Niederschrift anfertigen, die im Protokoll der Versammlung zu erwähnen ist. Das betroffene Verwaltungsratsmitglied darf an den Beratungen nicht teilnehmen. Ein spezieller Bericht über die relevante Transaktion ist den Aktionären auf der nächsten Hauptversammlung vor jeglicher Beschlussfassung in dieser Sache zu unterbreiten.

8.4. Stellvertretung

(i) Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die gemeinschaftliche Unterschrift eines Klasse A Verwaltungsratsmitglieds und eines Klasse B Verwaltungsratsmitglieds gebunden.

(ii) Die Gesellschaft wird ebenfalls gegenüber Dritten durch die Unterschrift einer jeden Person, an welche der Verwaltungsrat Spezialvollmachten übertragen hat, verpflichtet.

Art. 9. Alleiniger Direktor.

9.1. Wenn die Anzahl der Aktionäre auf einen (1) reduziert ist:

(i) kann die Gesellschaft, bis zur nächsten ordentlichen Hauptversammlung welche nach der Aufnahme eines weiteren Aktionärs erfolgt, durch einen alleinigen Direktor verwaltet werden; und

(ii) sind alle Verweise der Satzung die sich auf den Verwaltungsrat, die Verwaltungsratsmitglieder, einige Verwaltungsratsmitglieder oder ein Verwaltungsmitglied beziehen, auf den alleinigen Direktor sinngemäß anzuwenden.

9.2. Transaktionen welche von der Gesellschaft eingegangen werden, müssen protokolliert werden wenn sich das alleinige Verwaltungsratsmitglied in einem Interessenkonflikt befinden könnte. Dies trifft nicht auf Transaktionen zu, die im Rahmen des allgemeinen Tagesgeschäft der Gesellschaft durchgeführt werden.

Art. 10. Haftung der Verwaltungsratsmitglieder. Verwaltungsratsmitglieder sind aufgrund ihres Amtes nicht persönlich haftbar für Verbindlichkeiten, die sie im Namen der Gesellschaft wirksam eingegangen sind, vorausgesetzt, dass solche Verbindlichkeiten in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Satzung sowie den gesetzlichen Vorschriften sind.

IV. Aktionär(e)

Art. 11. Hauptversammlung der Aktionäre.

11.1. Vollmachten und Stimmrechte

(i) Beschlüsse der Aktionäre werden bei Hauptversammlungen der Aktionäre verabschiedet (die Hauptversammlung). Die Hauptversammlung hat das umfassende Recht jegliche Handlungen und Tätigkeiten umzusetzen und zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck in Einklang stehen.

(ii) Jede Aktie gewährt eine (1) Stimme.

11.2. Bekanntmachung, Beschlussfähigkeit, Mehrheit der Stimmen und Wahlverfahren

(i) Die Aktionäre können durch den Rat oder d(en/ie) Wirtschaftsprüfer zur Hauptversammlung einberufen werden.

Eine Generalversammlung muss auf Anfrage von Aktionären, welche mehr als ein Zehntel (1/10) des Gesellschaftskapitals vertreten, einberufen werden.

(ii) Eine schriftliche Bekanntmachung einer jeden Hauptversammlung geht allen Aktionären spätestens acht (8) Tage im Voraus zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Bekanntmachung dazulegen sind.

(iii) Die Hauptversammlungen finden an dem in der Bekanntmachung genannten Ort, zur in der Bekanntmachung genannten Zeit statt.

(iv) Sofern sich alle anwesenden oder vertretenen Aktionäre als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung informiert betrachten, kann die Hauptversammlung ohne vorherige Bekanntmachung abgehalten werden.

(v) Ein Aktionär kann einer anderen Person, bei welcher es sich nicht um einen Gesellschafter handeln muss, eine schriftliche Vollmacht erteilen, um von dieser bei jeder Hauptversammlung vertreten zu werden.

(vi) Jeder Aktionär kann per Telefon- oder Videokonferenz oder durch jedes andere Kommunikationsmittel, welches es allen Teilnehmern der Versammlung ermöglicht, einander zu identifizieren, zu hören und miteinander zu kommunizieren, an einer Hauptversammlung teilnehmen. Eine solche Teilnahme ist einer persönlichen Teilnahme an dieser Versammlung gleichzusetzen.

(vii) Jeder Aktionär gibt seine Stimme auf einem von der Gesellschaft zu diesem Zweck ausgegebenen Wahlzettel ab. Die Wahlzettel müssen das Datum, den Ort und die Tagesordnung der Versammlung, sowie den vorgeschlagenen Text der Beschlüsse angeben. Für jeden Beschluss muss der Wahlzettel drei Felder enthalten, welche es dem Aktionär ermöglichen, sich für oder gegen den Beschluss zu entscheiden oder sich von der Wahl zu enthalten. Die Aktionäre müssen die Wahlzettel an den Gesellschaftssitz zurücksenden. Nur die Wahlzettel, die bis zum Beginn der Hauptversammlung eingegangen sind, können bei der Berechnung der Beschlussfähigkeit berücksichtigt werden. Wahlzettel die weder eine Stimme (für oder gegen den vorgeschlagenen Beschluss), noch eine Enthaltung enthalten, sind nichtig.

(viii) Beschlüsse der Hauptversammlung können durch eine einfache Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden Aktionäre entschieden werden, unabhängig von der Anzahl des vertretenen Stammkapitals.

(ix) Eine außerordentliche Hauptversammlung kann die Satzung nur abändern, wenn die Hälfte des Stammkapitals vertreten ist und die Tagesordnung die vorgeschlagenen Abänderungen der Satzung sowie den Text der vorgeschlagenen Abänderungen bezüglich des Gesellschaftszweckes oder der Gesellschaftsform darstellt. Wird die Beschlussfähigkeit nicht erreicht, muss eine zweite Hauptversammlung in Form einer zweifachen Veröffentlichung der Bekanntmachung in einem fünfzehn (15) Tages Intervall, mindestens aber bis zu fünfzehn (15) Tage vor Abhaltung der Hauptversammlung im Memorial und in zwei luxemburgischen Zeitungen, einberufen werden. Diese Bekanntmachung muss die Tagesordnung der Hauptversammlung und auch das Datum und Ergebnis der vorangegangenen Hauptversammlung wiedergeben. Die zweite

Hauptversammlung kann unabhängig vom Anteil des vertretenen Stammkapitals rechtsverbindlich entscheiden. Bei beiden Hauptversammlungen können Beschlüsse nur durch mindestens zwei Drittel der abgegebenen Stimmen gefasst werden.

(x) Jede Änderung der Nationalität der Gesellschaft und jede Erhöhung der Verpflichtungen eines Aktionärs gegenüber der Gesellschaft erfordert die einstimmige Zustimmung aller Aktionäre und Inhaber von Schuldtiteln (wenn vorhanden).

Art. 12. Alleiniger Aktionär. Wenn die Anzahl der Aktionäre auf einen (1) reduziert wird:

- (i) übt der alleinige Aktionär alle Befugnisse aus, die der Hauptversammlung nach dem Gesetz zustehen;
- (ii) Bezugnahmen auf die Hauptversammlung innerhalb der Satzung gelten, sofern erforderlich, als Bezugnahmen auf den alleinigen Aktionär; und
- (iii) die Beschlüsse des alleinigen Aktionärs sind schriftlich festzuhalten.

V. Jahresabschluss - Gewinnverteilung - Aufsicht

Art. 13. Geschäftsjahr und Genehmigung des Jahresabschlusses.

13.1. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

13.2. Der Verwaltungsrat erstellt jedes Jahr die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten der Gesellschaft sowie eine Bestandsliste, welche die Aktiva und Passiva der Gesellschaft darstellt und einen Anhang welcher alle Verpflichtungen der Gesellschaft und die Verbindlichkeiten der Bevollmächtigten, Verwaltungsratsmitglieder und de(m/r) satzungsmäßigen Wirtschaftsprüfer gegenüber der Gesellschaft zusammenfasst.

13.3. Einen Monat vor der jährlichen Hauptversammlung legt der Verwaltungsrat de(m/n) satzungsmäßigen Wirtschaftsprüfer(n) Urkundenbeweise hinsichtlich der Tätigkeiten der Gesellschaft vor. D(er/ie) satzungsmäßige(n) Wirtschaftsprüfer erstell(t/en) daraufhin einen Bericht, der ihre Erkenntnisse und Vorschläge enthält.

13.4. Die jährliche Hauptversammlung findet am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Bekanntmachung angegebenen Ort der Gemeinde, am zweiten Freitag im Mai eines jeden Jahres um 10:00 Uhr statt. Ist dieser Tag in Luxemburg kein Werktag, so findet die jährliche Hauptversammlung am darauf folgenden Werktag statt.

Art. 14. Wirtschaftsprüfer.

14.1. Der Betrieb der Gesellschaft wird von einem oder mehreren satzungsmäßigen Wirtschaftsprüfern kontrolliert (commissaires).

14.2. Sofern dies vom Gesetz vorgeschrieben ist, wird der Betrieb der Gesellschaft von einem oder mehreren genehmigten externen Wirtschaftsprüfern (réviseur(s) d'entreprises agréés) überprüft.

14.3. Die Hauptversammlung ernennt d(en/ie) satzungsmäßigen Wirtschaftsprüfer (commissaire(s)) / genehmigten externen Wirtschaftsprüfer (réviseur(s) d'entreprise agréé) und bestimmt deren Anzahl, Vergütung und Amtszeit. Die Amtszeit de(s/r) satzungsmäßigen Wirtschaftsprüfer(s) darf den Zeitraum von sechs (6) Jahren nicht überschreiten, aber sie können wiedergewählt werden.

Art. 15. Gewinnausschüttung.

15.1. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt (die Gesetzliche Rücklage). Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die Gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

15.2. Die Hauptversammlung entscheidet auf welche Art und Weise über den Überschuss des jährlichen Nettogewinns zu verfügen ist. Sie kann mit dem Überschuss eine Dividendenausschüttung vornehmen, diesen auf ein Rücklagenkonto einzahlen oder in Übereinstimmung mit den anwendbaren gesetzlichen Regelungen als Gewinn vortragen.

15.3. Abschlagsdividenden können jederzeit unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

- (i) der Verwaltungsrat fertigt einen Zwischenabschluss an;
- (ii) dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven (inklusive Aktienagios) zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; es wird allgemein angenommen, dass der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welche die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf;
- (iii) die Entscheidung zur Ausschüttung der Abschlagsdividenden muss durch den Verwaltungsrat innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Tag des Zwischenabschlusses getroffen werden; und
- (iv) in ihrem Bericht an den Verwaltungsrat müssen d(er/ie) satzungsmäßige(n) Wirtschaftsprüfer (commissaire(s)), oder d(er/ie) genehmigte(n) externe(n) Wirtschaftsprüfer (réviseur(s) d'entreprises agréé) soweit anwendbar, prüfen, ob die oben genannten Bedingungen erfüllt wurden.

VI. Auflösung und Liquidation

16.1 Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Hauptversammlung unter Beachtung der für die Satzungsänderung geltenden Bestimmungen aufgelöst werden. Die Hauptversammlung ernennt einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Aktionäre handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmt ihre Anzahl, Befugnisse und Vergütung. Vorbehaltlich anderweitiger Entscheidungen durch die Hauptversammlung, haben

die Liquidatoren die Befugnis, die Aktiva der Gesellschaft zu veräußern und die Verbindlichkeiten der Gesellschaft zu erfüllen.

16.2 Der Mehrwert nach der Veräußerung der Aktiva und Erfüllung der Verbindlichkeiten, wird unter den Aktionären im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Aktien aufgeteilt.

VII. Allgemeine Bestimmungen

17.1 Mitteilungen und Benachrichtigungen können angefertigt oder es kann darauf verzichtet werden, Zirkularbeschlüsse der Verwaltungsratsmitglieder und Wahlzettel der Aktionäre können durch Telegramm, Telefax, E-Mail oder im Wege anderer elektronischer Kommunikationsmittel dokumentiert werden.

17.2 Vollmachten können in der oben beschriebenen Weise erteilt werden. Vollmachten im Zusammenhang mit einer Verwaltungsratssitzung können von einem Verwaltungsratsmitglied, in Übereinstimmung mit den vom Verwaltungsrat genehmigten Bedingungen, erteilt werden.

17.3 Unterschriften können handschriftlich oder aber in elektronischer Form erfolgen, vorausgesetzt es werden alle gesetzlichen Erfordernisse für handschriftliche Unterschriften entsprechend erfüllt. Unterschriften auf Zirkularbeschlüssen der Verwaltungsratsmitglieder oder Beschlüsse die in einer Telefon- oder Videokonferenz gefasst werden, müssen auf dem Original abgegeben werden oder auf mehreren Ausfertigungen desselben Dokuments, welche zusammen ein und dasselbe Dokument bilden.

17.4 Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des Gesetzes und, vorbehaltlich einer jeden unabdingbaren Regelung des Gesetzes, jeder Vereinbarung die die Aktionäre in der Zwischenzeit eingehen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung dieser Gesellschaft und endet am einundreißigsten (31.) Dezember 2013.

Zeichnung und Zahlung

Anton Körner, wie vorstehend vertreten, zeichnet siebentausendsiebenhundertfünfzig (7750) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1) und erklärt eine Bareinlage in Höhe von siebentausendsiebenhundertfünfzig Euro (7750 EUR) zu erbringen, einbezahlt im Betrag von zweitausend Euro (EUR 2000).

Ismael Beltran Ochando, wie vorstehend vertreten, zeichnet siebentausendsiebenhundertfünfzig (7750) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1) und erklärt eine Bareinlage in Höhe von siebentausendsiebenhundertfünfzig Euro (7750 EUR) zu erbringen, einbezahlt im Betrag von zweitausend Euro (EUR 2000).

Francisco Jose Arceo Diaz, wie vorstehend vertreten, zeichnet siebentausendsiebenhundertfünfzig (7750) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1) und erklärt eine Bareinlage in Höhe von siebentausendsiebenhundertfünfzig Euro (7750 EUR) zu erbringen, einbezahlt im Betrag von zweitausend Euro (EUR 2000).

Rodrigo Camarena Diaz, wie vorstehend vertreten, zeichnet siebentausendsiebenhundertfünfzig (7750) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1) und erklärt eine Bareinlage in Höhe von siebentausendsiebenhundertfünfzig Euro (7750 EUR) zu erbringen, einbezahlt im Betrag von zweitausend Euro (EUR 2000).

Der Betrag in Höhe von achttausend Euro (EUR 8000), 25,80 %, des Gesellschaftskapitals, steht der Gesellschaft zur freien Verfügung und ein Beleg hierfür liegt dem unterzeichneten Notar vor.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstehen, werden ungefähr eintausendfünfhundert Euro (EUR 1.500.-).

Beschlüsse der Aktionäre

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft, haben ihre Aktionäre, welche die Gesamtheit der gezeichneten Aktien vertreten, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Folgende wird für einen Zeitraum von sechs (6) Jahren, d.h. bis zur jährlichen Hauptversammlung im Jahre 2019, zum A Mitglied des Verwaltungsrats der Gesellschaft ernannt:

Ismael Beltran Ochando, geboren am 18 Mai 1972 in Avila, Spanien, geschäftsansässig in S.A.G. Solarstrom AG, Sasbacher Str.5, D-79111 Freiburg i. Br., Deutschland.

Die Folgenden werden für einen Zeitraum von sechs (6) Jahren, d.h. bis zur jährlichen Hauptversammlung im Jahre 2019, zum B Mitglied des Verwaltungsrats der Gesellschaft ernannt:

Mario Cohn, geboren am 16 Januar 1982 in Erlangen, Germany, geschäftsansässig in 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Giovanni La Forgia, geboren am 24 Oktober 1982 in Bari, Italien, geschäftsansässig in 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

Die Mitglieder des Verwaltungsrats erhalten keine Vergütung.

2. Anton Körner, geschäftsansässig S.A.G. Solarstrom AG, Sasbacher Str.5, D-79111 Freiburg i. Br., Deutschland, wird zum satzungsmäßigen Wirtschaftsprüfer (commisaire) der Gesellschaft für einen Zeitraum von sechs (6) Jahren, d.h. bis zur jährlichen Hauptversammlung im Jahre 2019, ernannt.

Der satzungsmäßige Wirtschaftsprüfer erhält keine Vergütung.

3. Sitz der Gesellschaft ist in 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, welcher die englische Sprache spricht und versteht, erklärt hiermit auf Anfrage der erschienenen Parteien, dass die Urkunde in Englisch, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, verfasst wurde, und dass im Falle einer Abweichung, die englische Fassung maßgeblich sein soll.

Worüber diese notarielle Urkunde ist in Luxembourg am vorgenannten Datum aufgenommen worden.

Nachdem der Notar diese Urkunde laut vorlies wurde sie von ihm und der Stellvertreterin der erschienenen Parteien unterschrieben.

Signé: C. Körner et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 24 mai 2013. Relation: LAC/2013/23662. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 30 mai 2013.

Référence de publication: 2013069932/713.

(130086392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Intralot Finance Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 177.543.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen on the twenty-second of May.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Intralot Global Securities B.V., a company limited by shares validly organised and existing under the laws of the Netherlands, having its registered address at Nachtwachtlaan 20 to 24, NL-1058 EA Amsterdam, registered with the Companies Registrar of the Netherlands under number 57424756,

here represented by Mrs Corinne PETIT, private employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in Amsterdam (the Netherlands) on May 14th, 2013.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacities, has drawn up the following articles of incorporation of a société anonyme, which it declared organized:

Art. 1. Name.

1.1 There is hereby established a company in the form of a société anonyme under the name of "Intralot Finance Luxembourg S.A." (hereinafter the "Company").

1.2 The Company may have one shareholder or several shareholders. For so long as the Company has a Sole Shareholder, the Company may be managed by a Sole Director only who does not need to be a shareholder of the Company.

Art. 2. Registered Office.

2.1 The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered office may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the General Meeting of the Sole Shareholder deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 The Board of Directors has the right to set up subsidiaries, agencies or branch offices either within or outside the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Object.

4.1. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

4.2. The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

4.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

4.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's subscribed share capital amounts to thirty-one thousand euro (EUR 31,000) represented by thirty-one (31) shares having a nominal value of one thousand euro (EUR 1,000) each (the "Shares").

5.2 The subscribed share capital of the Company may at any time be increased or reduced by a resolution of the General Meeting of the Sole Shareholder adopted in the manner required for amendment of these Articles of Association, subject to the mandatory provisions of the law of August 10th, 1915, as amended, on commercial companies.

Art. 6. Acquisition of own Shares.

6.1 The Company may acquire its own Shares to the extent permitted by law.

Art. 7. Form of Shares.

7.1 All the Shares of the Company shall be issued in registered form only. No conversion of the Shares into bearer shares shall be permissible.

7.2 The issued Shares shall be entered in the register of Shares which shall be kept by the Company or by one or more persons designated by the Company, and such registry shall contain the name of each owner of Shares, the Shareholder's address, the number and type of Shares held by a Shareholder, any transfer of Shares and the dates thereof.

7.3 The inscription of the Shareholder's name in the register of Shares evidences its right of ownership of such Shares. A certificate shall be delivered upon request by the Shareholder.

7.4 Any transfer of Shares shall be recorded in the register of Shares by delivery to the Company of an instrument of transfer satisfactory to the Company, or by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Shares, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act accordingly and, together with the delivery of the relevant certificate duly endorsed to the transferee, if issued.

7.5 The Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements should be sent. Such address will also be entered into the register of Shares.

7.6 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to that effect to be entered into the register of Shares and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company or at such other address as may be so entered into the register of Shares by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shares by means of a written notification to the Company at its registered office or at such other address as may be determined by the Company from time to time.

Art. 8. Board of Directors.

8.1 For so long as the Company has a Sole Shareholder, the Company may be managed by a Sole Director only. Where the Company has more than one shareholder, the Company shall be managed by a board of directors (the "Board of Directors") consisting of a minimum of three (3) to a maximum of five (5) directors (the "Directors").

8.2 The number of directors is fixed by the General Meeting of the Sole Shareholder.

8.3 The General Meeting of the Sole Shareholder may decide to appoint Directors of two different classes, being class A Director(s) and class B Director(s). Any such classification of Directors shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the Directors be identified with respect to the class they belong.

8.4 The Directors are to be appointed by the General Meeting of Shareholders for a period not exceeding six (6) years and until their successors are elected.

8.5 Decision to suspend or dismiss a Director must be adopted by the General Meeting of Shareholders with a majority of more than one-half of all voting rights present or represented.

8.6. When a legal person is appointed as a Director of the Company, the legal entity must designate a permanent representative (représentant permanent) in accordance with article 51 bis of the Luxembourg act dated August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.

8.7 In the event of vacancy of a member of the Board of Directors nominated by the general meeting because of death, retirement or otherwise, the remaining directors thus nominated may meet and elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders which will be requested to ratify such nomination.

Art. 9. Meetings of the Board of Directors.

9.1 The Board of Directors shall appoint from among its members a chairman (the "Chairman") at majority for a term of six (6) years, and may choose among its members one or more vice-chairmen. The Board of Directors may also choose a secretary (the "Secretary"), who need not be a Director and who may be instructed to keep the minutes of the Meetings of the Board of Directors as well as to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the Board of Directors.

9.2 The Board of Directors shall meet upon call by the Chairman, or any two Directors, at the place and time indicated in the notice of meeting, the person(s) convening the meeting setting the agenda. Written notice of any Meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least five (5) calendar days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency where twenty-four (24) hours prior notice shall suffice which shall duly set out the reason for the urgency. This notice may be waived, either prospectively or retrospectively, by the consent in writing or by telegram or telex or telefax of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places described in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors. Without prejudice of Articles 9.6 and 9.7, meetings of the Board of Directors shall be held in the European Union.

9.3 Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telegram, telefax, telex another Director as his proxy. A Director may not represent more than one of his colleagues.

9.4 The Board of Directors may act validly and validly adopt resolutions only if at least a majority of the Directors are present or represented at a Meeting of the Board of Directors. In the event however the General Meeting of Shareholders has appointed different classes of Directors (namely class A Directors and class B Directors) any resolutions of the Board of Directors may only be validly taken if approved by the majority of Directors including at least one class A and one class B Director (which may be represented). If a quorum is not obtained the Directors present may adjourn the meeting to a venue and at a time no later than five (5) calendar days after a notice of the adjourned meeting is given.

9.5 The Directors may participate in a Meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

9.6 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board of Directors may also be passed by unanimous consent in writing which may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every Director. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

9.7 The resolutions passed by the Sole Director shall be vested with the same authority as the resolutions passed by the Board and are documented by written minutes signed by the Sole Director.

Art. 10. Minutes of Meetings of the Board of Directors.

10.1 The minutes of any Meeting of the Board of Directors shall be signed by the Chairman.

10.2 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman.

Art. 11. Powers of the Board of Directors.

11.1 The Directors may only act at duly convened Meetings of the Board of Directors or by written consent in accordance with Article 9 hereof.

11.2 The Board of Directors or the Sole Director, as the case may be, is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests and within the objectives and purposes of the Company. All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Association to the General Meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Directors or the Sole Director, as the case may be.

Art. 12. Corporate Signature.

12.1 Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound in the case of a sole director, by the sole signature of the Sole Director, or by the joint signature of any two Directors of the Company, or by the signature(s) of any other person (s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors by means of an unanimous decision of the Board of Directors.

12.2 In the event the General Meeting of Shareholders has appointed different classes of Directors (namely class A Directors and class B Directors) the Company will only be validly bound by the joint signature of two Directors, one of whom shall be a class A Director and one class B Director (including by way of representation).

Art. 13. Delegation of Powers.

13.1 The Board of Directors may generally or from time to time delegate the power to conduct the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation to such management as provided for by article 60 of the law of August 10th, 1915, as amended, on commercial companies to an executive or other committee or committees whether formed from among its own members or not, or to one or more Directors, managers or other agents who may act individually or jointly. The Board of Directors shall determine the scope of the powers, the conditions for withdrawal and the remuneration attached to these delegations of authority including the authority to sub-delegate.

Art. 14. Conflict of Interest.

14.1 In case of a conflict of interest of a Director, it being understood that the mere fact that the Director serves as a director of a Shareholder or of an associated company of a Shareholder shall not constitute a conflict of interest, such Director must inform the Board of Directors of any conflict and may not take part in the vote. A director having a conflict on any item on the agenda must declare this conflict to the Chairman before the meeting is called to order.

14.2 Any Director having a conflict due to an interest in a transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, shall be obliged to inform the board thereof and to cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in the business of the meeting. At the following General Meeting of Shareholders, before any other resolution to be voted on, a special report shall be made on any transactions in which any of the Directors may have an interest conflicting with that of the Company.

Art. 15. General Meeting of Shareholders General Meeting of Shareholders.

15.1 The General Meeting of the Sole Shareholder shall represent the entire body of shareholders of the Company (the "General Meeting of the Sole Shareholder" or "General Meeting").

15.2 It has the powers conferred upon it by the Luxembourg Company Law.

Notice, Place of Meetings, Decisions without a Formal Meeting

15.3 The General Meeting of the Sole Shareholder shall meet in Luxembourg upon call by the Board of Directors or the Sole Director, as the case may be. Shareholders representing one tenth of the subscribed share capital may, in compliance with the law of August 10th, 1915, as amended, on commercial companies, request the Board of Directors or the Sole Director, as the case may be to call a General Meeting of the Sole Shareholder.

15.4 The annual General Meeting shall be held in Luxembourg in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company or at such other place as specified in the notice of the meeting, on the 20th day in the month of May, at 11:00 a.m. If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the following Business Day in Luxembourg.

15.5 Other General Meetings of the Sole Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective convening notice.

15.6 General Meetings of the Sole Shareholder shall be convened pursuant to a notice setting forth the agenda and the time and place at which the meeting will be held, sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting, the day of the convening notice and the day of the meeting not included, to each Shareholder at the Shareholder's address in the Shareholder Registry, or as otherwise instructed by such Shareholder.

15.7 If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the General Meeting may take place without notice of meeting.

15.8 The General Meeting of Shareholders shall appoint a chairman and be chaired by the chairman who shall preside over the meeting. The General Meeting shall also appoint a secretary who shall be charged with keeping minutes of the meeting and a scrutineer. The minutes shall be in English and adopted as evidence thereof and be signed by the Chairman and the Secretary of such meeting or by the next meeting.

15.9 All General Meetings of Shareholders shall be conducted in English.

15.10 The Sole Shareholder may not decide on subjects that were not listed on the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters, unless all Shareholders are present or represented at the meeting.

Voting Rights

15.11 Each Share is entitled to one vote at all General Meetings of the Sole Shareholder. Blank votes are considered null and void.

15.12 A Shareholder may act at any General Meeting of the Sole Shareholder by giving a written proxy to another person, who need not be a shareholder.

15.13 Unless otherwise provided by law or by these Articles of Association, resolutions of the General Meeting are passed by a majority of total votes of the Shares held by the Sole Shareholder entitled to vote on the resolution.

Art. 16. Auditors.

16.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors, which may be shareholders or not. The General Meeting of the Sole Shareholder shall appoint the statutory auditors and shall determine

their number, remuneration and term of office which may not exceed six years. Their term of office may not exceed six (6) years.

Art. 17. Financial Year.

17.1 The financial year of the Company shall commence on the first of January and shall terminate on the thirty-first of December of each year.

17.2 The Board of Directors or the Sole Director, as the case may be, shall prepare annual accounts in accordance with the requirements of Luxembourg law and accounting practice.

17.3 The Company shall ensure that the annual accounts, the annual report and the information to be added pursuant to the law of August 10th, 1915, as amended, shall be available at its registered office from the day on which the General Meeting at which they are to be discussed and, if appropriate, adopted is convened.

17.4 The Annual General Meeting shall adopt the annual accounts.

Art. 18. Dividend Distributions and Distributions out of Reserve Accounts.

18.1 The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represent the net profit of the Company.

18.2 Every year five percent (5%) of the net profit will be transferred to the legal reserve until this reserve amounts to ten percent (10%) of the share capital

18.3 The credit balance free for distribution after the deduction as per Article 18.2 above is attributed to the shareholders.

18.4 Subject to the conditions laid down in Article 72-2 of the Law of August 10th, 1915, the Board of Directors or the Sole Director, as the case may be, may pay out an advance payment on dividends.

Art. 19. Dissolution and Liquidation of the Company.

19.1 The Company may be dissolved pursuant to a resolution of the General Meeting of Shareholders to that effect, which requires a two-thirds majority of all the votes cast in a meeting where at least half of the issued share capital is present or represented.

19.2 To the extent possible, these Articles of Association shall remain in effect during the liquidation.

19.3 No distribution upon liquidation may be made to the company in respect of shares held by it.

19.4 After the liquidation has been completed, the books and records of the company shall be kept for the period prescribed by law by the person appointed for that purpose in the resolution of the General Meeting to dissolve the company. Where the General Meeting has not appointed such person, the liquidators shall do so.

Art. 20. Amendments to the Articles of Association.

20.1 The present Articles of Association may be amended from time to time by a General Meeting of the Sole Shareholder under the quorum and majority requirements provided for by the law of August 10th, 1915, as amended, on commercial companies.

Art. 21. Applicable Law.

21.1 All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August 10th, 1915, as amended, on commercial companies.

Transitory Provisions

1) The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on December 31st, 2013.

2) The first annual General Meeting of the Sole Shareholder will thus be held in the year 2014.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in Article 26 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Subscription and Payment

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, this party has subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts mentioned hereafter:

Shareholder	Subscribed capital	Number of Shares	Amount paid in
Intralot Global Securities B.V.	EUR 31,000	31	EUR 31,000
Total	EUR 31,000	31	EUR 31,000

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 26 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500).

Resolutions of the sole shareholder

The above named party, representing the entire subscribed capital has immediately taken the following resolutions:

1. Resolved to elect the following as Directors for a period ending at the annual general meeting of shareholders having to approve the annual accounts as at 2014:

- Mr Johannes Laurens de Zwart, born on June 19th, 1967 in 's-Gravenhage (The Netherlands), professionally residing at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, the Grand Duchy of Luxembourg, as Director B;

- Mr Fabrice Rota, born on February 19th, 1975 in Mont-Saint-Martin (France), professionally residing at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, the Grand Duchy of Luxembourg, as Director B; and

- Mr Ioannis Pantoleon, born on October 23rd, 1965 in Athens (Greece), residing professionally at Maroussi Attica, Irinis Street 11, GR-15125 Athens, as Director A.

2. The registered office shall be at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

3. Resolved to elect CLERC Luxembourg S.A., having its registered office at 1, rue Pletzer, L-8080 Bertrange and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 172.890, as statutory auditor for a period ending at the annual General Meeting of Shareholders having to approve the accounts as at 2014.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney in fact of the appearing person, who is known to the notary by surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-deux mai.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Intralot Global Securities B.V., une société en commandite, régie par les lois des Pays-Bas, ayant son siège social au Nachtwachtlaan 20 à 24, NL-1058 EA Amsterdam, enregistrée au Registre des Sociétés des Pays-Bas sous le numéro 57424756,

ici représentée par Madame Corinne PETIT, employée privée, demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à Amsterdam (Pays-Bas) le 14 mai 2013.

La procuration signée «ne varietur» par la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante agissant en sa capacité exposée ci-dessus, a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elle déclare constituer:

Art. 1^{er}. Dénomination sociale.

1.1 Il est formé par les présentes une société anonyme qui adopte la dénomination «Intralot Finance Luxembourg S.A.» (ci-après la «Société»).

1.2 La Société peut avoir un actionnaire unique ou plusieurs actionnaires. Tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique qui ne doit pas être obligatoirement actionnaire de la Société.

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le siège social pourra être transféré à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg sur décision de l'Assemblée Générale délibérant dans les formes prévues par les modifications de statuts.

2.3 La société peut également, par décision du conseil d'administration, créer, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, des filiales, agences ou succursales.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Objet social.

4.1 L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

4.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

4.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

4.4 La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 5. Capital social.

5.1 La Société a un capital souscrit de trente et un mille euros (31.000.- EUR) divisé en trente et une (31) actions, ayant une valeur nominale de mille euros (1.000.- EUR) chacune (les «Actions»).

5.2 Le capital souscrit de la Société peut à tout moment être augmenté ou réduit par décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires statuant comme en matière de modification des présents Statuts, sous réserve des dispositions impératives de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 6. Acquisition d'Actions propres.

6.1 La Société peut racheter ses propres Actions dans les limites établies par la loi.

Art. 7. Forme des Actions.

7.1 Toutes les Actions de la Société seront uniquement émises sous forme nominative. Aucune conversion des Actions en actions au porteur ne sera admissible.

7.2 Les Actions émises seront inscrites dans le registre des Actions qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société et ce registre contiendra le nom de chaque propriétaire d'Actions, l'adresse de l'Actionnaire, le nombre et le type d'Actions détenues par un Actionnaire, chaque transfert d'Actions ainsi que les dates y relatives.

7.3 L'inscription du nom de l'Actionnaire dans le registre des Actions constitue la preuve de son droit de propriété sur ces Actions. Un certificat sera délivré sur demande de l'Actionnaire.

7.4 Chaque transfert d'Actions sera inscrit dans le registre des Actions par la délivrance à la Société d'un acte de transfert donnant satisfaction à la Société ou par une déclaration de transfert écrite portée au registre des Actions, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes qui détiennent des procurations valables pour agir de telle sorte, ensemble avec la délivrance du certificat concerné dûment endossé au cessionnaire, si un tel certificat a été émis.

7.5 Les Actionnaires doivent fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les convocations et tous les avis devront être envoyés. Cette adresse sera également inscrite dans le registre des Actions.

7.6 Au cas où un Actionnaire ne fournit pas d'adresse, la Société pourra autoriser d'en faire mention au registre d'Actions et l'adresse de l'Actionnaire sera considérée être au siège social de la Société ou à telle autre adresse qui peut de temps en temps être inscrite au registre des Actions par la Société jusqu'à ce qu'une autre adresse soit fournie à la Société par cet Actionnaire. Un Actionnaire peut, à tout moment, changer d'adresse telle qu'inscrite dans le registre des Actions par voie d'une notification écrite au siège social de la Société ou à telle autre adresse fixée par celle-ci.

Art. 8. Conseil d'Administration.

8.1 Tant que la Société a un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un seul administrateur. Si la Société a plus d'un actionnaire, elle est administrée par un conseil d'administration (le «Conseil d'Administration») composé de trois (3) Administrateurs au moins et cinq (5) au plus (les «Administrateurs»).

8.2 Le nombre des administrateurs est déterminé par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

8.3 L'Assemblée Générale des Actionnaires peut décider de nommer des Administrateurs de deux classes différentes, à savoir un ou des Administrateur(s) de la classe A et un ou des Administrateur(s) de la classe B. Toute classification

d'Administrateurs doit être dûment enregistrée dans le procès-verbal de l'assemblée concernée et les Administrateurs doivent être identifiés en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent.

8.4 Les Administrateurs doivent être nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires pour une durée qui ne peut dépasser six (6) ans, et ils resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

8.5 La décision de suspendre ou de révoquer un Administrateur doit être adoptée par l'Assemblée Générale des Actionnaires à la majorité simple de tous les droits de vote présents ou représentés.

8.6 Lorsqu'une personne morale est nommée Administrateur de la Société, la personne morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la personne morale conformément à l'article 51 bis de la loi luxembourgeoise datée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée.

8.7 En cas de vacance du poste d'un administrateur nommé par l'assemblée générale pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Art. 9. Réunions du Conseil d'Administration.

9.1 Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un président (le «Président») à la majorité pour une durée de six (6) ans et pourra choisir parmi ses membres un ou plusieurs vice-présidents. Le Conseil d'Administration pourra également choisir un secrétaire (le «Secrétaire») qui n'a pas besoin d'être Administrateur et qui pourra être responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ainsi que de l'exécution de tâches administratives ou autres tel que décidé par le Conseil d'Administration de temps à autre.

9.2 Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation du Président ou de deux Administrateurs au lieu et à l'heure indiqués dans la convocation à la Réunion du Conseil d'Administration, la/les personne(s) convoquant la Réunion du Conseil d'Administration fixant également l'ordre du jour. Chaque Administrateur sera convoqué par écrit à toute Réunion du Conseil d'Administration au moins cinq (5) jours civils à l'avance par rapport à l'horaire fixé pour ces réunions, excepté dans des circonstances d'urgence, dans lequel cas une convocation donnée vingt-quatre (24) heures à l'avance et mentionnant dûment les raisons de l'urgence sera suffisante. Il pourra être passé outre à cette convocation, pour l'avenir ou rétroactivement, à la suite de l'assentiment par écrit, par télégramme, par télex ou par télécopieur de chaque Administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration. Sans préjudice des Articles 9.6 et 9.7, les réunions du Conseil d'Administration se tiennent dans l'Union Européenne.

9.3 Tout Administrateur peut agir à toute Réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit ou par télégramme, télécopie ou télex un autre administrateur comme son mandataire. Un Administrateur ne peut représenter plus qu'un de ses collègues.

9.4 Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des Administrateurs est présente ou représentée à la Réunion du Conseil d'Administration. Toutefois, au cas où l'Assemblée Générale des Actionnaires a nommé différentes classes d'Administrateurs (à savoir, les Administrateurs de classe A et les Administrateurs de classe B), toute résolution du Conseil d'Administration ne pourra être valablement adoptée que si elle est approuvée par la majorité des Administrateurs incluant au moins un Administrateur de classe A et un Administrateur de classe B (qui peuvent être représentés). Si un quorum n'est pas atteint, les Administrateurs présents peuvent reporter la réunion à un endroit et à une heure endéans un délai de cinq (5) jours civils après l'envoi d'une notice d'ajournement.

9.5 Les Administrateurs peuvent participer à une Réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes y participant à s'entendre mutuellement et une participation par ces moyens sera considérée comme équivalant à une présence physique à la réunion.

9.6 Nonobstant de ce qui précède, une résolution du Conseil d'Administration peut également être adoptée par consentement unanime écrit qui consiste en un ou plusieurs documents comprenant les résolutions et qui sont signés par chaque Administrateur. La date d'une telle résolution sera la date de la dernière signature.

9.7 Les résolutions prises par l'Administrateur Unique auront la même autorité que les résolutions prises par le Conseil d'Administration et seront constatées par des procès verbaux signés par l'Administrateur Unique.

Art. 10. Procès-verbaux des Réunions du Conseil d'Administration.

10.1 Les procès-verbaux d'une Réunion du Conseil d'Administration seront signés par le Président.

10.2 Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le Président.

Art. 11. Pouvoirs du Conseil d'Administration.

11.1 Les Administrateurs peuvent uniquement agir lors de Réunions du Conseil d'Administration dûment convoquées ou par consentement écrit conformément à l'Article 9 des présents Statuts.

11.2 Le Conseil d'Administration ou, le cas échéant, l'Administrateur Unique, a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes d'administration et de disposition qui sont dans l'intérêt de la Société et dans les limites des objectifs et de l'objet de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément à l'Assemblée Générale des Actionnaires par la loi ou par les présents Statuts sont de la compétence du Conseil d'Administration ou, le cas échéant, de l'Administrateur Unique.

Art. 12. Signature Sociale.

12.1 Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée par la signature de l'Administrateur Unique, selon le cas, ou par la signature conjointe de deux Administrateurs de la Société ou par la/les signature(s) de toute(s) personne(s) à qui un pouvoir de signature a été délégué par le Conseil d'Administration moyennant une décision unanime du Conseil d'Administration.

12.2 Toutefois, au cas où l'Assemblée Générale des Actionnaires a nommé différentes classes d'Administrateurs (à savoir les Administrateurs de classe A et les Administrateurs de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un Administrateur de classe A et d'un Administrateur de classe B (y compris par voie de représentation).

Art. 13. Délégation de pouvoirs.

13.1 Le Conseil d'Administration peut d'une manière générale ou de temps en temps déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion ainsi que prévu par l'article 60 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, à un cadre ou à un/des comité(s), composé(s) de ses propres membres ou non, ou à un ou plusieurs Administrateurs, directeurs ou autres agents qui peuvent agir individuellement ou conjointement. Le Conseil d'Administration déterminera l'étendue des pouvoirs, les conditions du retrait et la rémunération en ce qui concerne ces délégations de pouvoir, y compris le pouvoir de sub-déléguer.

Art. 14. Conflit d'Intérêts.

14.1 Dans le cas d'un conflit d'intérêts dans le chef d'un Administrateur, étant entendu que le simple fait que l'Administrateur occupe une fonction d'administrateur ou d'employé d'un Actionnaire ou d'une société associée à un Actionnaire ne constitue pas un conflit d'intérêt, cet Administrateur doit aviser le Conseil d'Administration de tout conflit d'intérêt et ne peut pas participer au vote. Un Administrateur ayant un conflit par rapport à un point de l'ordre du jour doit déclarer ce conflit au Président avant l'ouverture de l'assemblée.

14.2 Chaque Administrateur ayant un conflit causé par un intérêt dans une opération subordonnée à l'approbation du Conseil d'Administration qui s'oppose à l'intérêt de la Société, sera obligé d'en aviser le conseil et de faire en sorte qu'une mention de sa déclaration soit insérée au procès-verbal de la réunion. Il ne participera pas aux délibérations de la réunion. Lors de la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires, avant le vote de toute autre résolution, un rapport spécial sera établi sur toute opération dans laquelle un des Administrateurs pourrait avoir un intérêt en conflit avec celui de la Société.

Art. 15. Assemblée Générale des Actionnaires. Assemblée Générale des Actionnaires

15.1 L'Assemblée Générale des Actionnaires représente l'ensemble des actionnaires de la Société (l'«Assemblée Générale des Actionnaires» ou l'«Assemblée Générale»).

15.2 Elle a les pouvoirs qui lui sont réservés par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

Convocation, lieu de réunion des Assemblées, décision sans Assemblée Formelle.

15.3 L'Assemblée Générale des Actionnaires se réunit à Luxembourg sur convocation du Conseil d'Administration ou, le cas échéant, de l'Administrateur Unique. Les Actionnaires représentant un dixième du capital social souscrit peuvent, conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, demander au Conseil d'Administration ou, le cas échéant, à l'Administrateur Unique, de convoquer une Assemblée Générale.

15.4 L'Assemblée Générale annuelle se réunit en conformité avec la loi luxembourgeoise à Luxembourg; au siège social de la Société ou à tel autre endroit indiqué dans l'avis de convocation de l'assemblée, le 20^{ème} jour du mois de mai à 11 heures. Si ce jour est un jour férié légal au Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant à Luxembourg.

15.5 D'autres Assemblées Générales des Actionnaires peuvent se tenir aux lieux et aux dates qui peuvent être prévues dans les avis de convocation respectifs.

15.6 Les Assemblées Générales des Actionnaires seront convoqués par une convocation qui détermine l'ordre du jour ainsi que l'heure et l'endroit auxquels l'assemblée se tiendra, envoyée par lettre recommandée au moins huit (8) jours avant l'assemblée, ce délai ne comprenant ni le jour de l'envoi de la convocation ni le jour de l'assemblée, à chaque Actionnaire et à l'adresse de l'Actionnaire dans le Registre des Actionnaires, ou suivant d'autres instructions données par l'Actionnaire concerné.

15.7 Au cas où tous les Actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocations à l'assemblée.

15.8 L'Assemblée Générale des Actionnaires désignera un président et sera présidée par le président qui dirigera l'assemblée. L'Assemblée Générale désignera un secrétaire chargé de dresser les procès-verbaux de l'assemblée et un scrutateur. Les procès-verbaux seront rédigés en anglais et dressés à titre de preuve de l'assemblée et seront signés par le Président et le Secrétaire de cette assemblée ou lors de l'assemblée suivante.

15.9 La langue utilisée lors de chaque Assemblée Générale des Actionnaires sera l'anglais.

15.10 Les Actionnaires ne peuvent pas prendre des décisions concernant des matières qui ne sont pas à l'ordre du jour (y compris les matières exigées par la loi) et concernant des affaires en relation avec de telles matières, sauf si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée.

Droit de vote

15.11 Chaque Action donne droit à une voix à chaque Assemblée Générale des Actionnaires. Le vote en blanc est nul et non avenu.

15.12 Un Actionnaire peut agir à chaque Assemblée Générale des Actionnaires en donnant une procuration écrite à une autre personne, actionnaire ou non.

15.13 Sauf disposition contraire de la loi ou des présents Statuts, les résolutions de l'Assemblée Générale sont adoptées à la majorité du nombre total des voix afférentes aux Actions détenues par les Actionnaires autorisés à voter sur la résolution.

Art. 16. Surveillance.

16.1 Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires au compte qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'Assemblée Générale des Actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) ans.

Art. 17. Année sociale.

17.1 L'année sociale de la Société commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

17.2 Le Conseil d'Administration ou, le cas échéant, l'Administrateur Unique prépare les comptes annuels suivant les exigences de la loi luxembourgeoise et les pratiques comptables.

17.3 La Société fera en sorte que les comptes annuels, le rapport annuel et les éléments supplémentaires à fournir conformément à la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, soient disponibles à son siège social à partir du jour auquel l'Assemblée Générale à laquelle ils doivent faire l'objet d'une délibération et, si opportun, être adoptés, est convoquée.

17.4 L'Assemblée Générale Annuelle adoptera les comptes annuels.

Art. 18. Distribution de dividendes et Distributions à partir des Comptes de Réserve.

18.1 Le solde créditeur du compte de profits et pertes après déduction des frais, coûts, amortissements, charges et provisions représente le bénéfice net de la Société.

18.2 Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

18.3 Le solde créditeur susceptible d'être distribué après la déduction opérée conformément à l'article 18.2 ci-dessus, est attribué aux actionnaires.

18.4 Conformément aux conditions prévues par l'Article 72-2 de la loi du 10 août 1915, le Conseil d'Administration ou, le cas échéant, l'Administrateur Unique peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 19. Dissolution et Liquidation de la Société.

19.1 La Société peut être dissoute par une résolution de l'Assemblée Générale des Actionnaires; cette résolution requiert une majorité de deux tiers de toutes les voix émises lors d'une assemblée où au moins la moitié du capital social est présente ou représentée.

19.2 Dans la mesure du possible, les présents Statuts resteront en vigueur pendant la liquidation.

19.3 Aucune distribution des bonis de liquidation ne peut être faite en faveur de la société en raison d'actions détenues par elle.

19.4 Après la clôture de la liquidation, les documents comptables et écritures de la Société seront conservés pendant la durée prévue par la loi par la personne désignée à cet effet dans la décision de l'Assemblée Générale de dissoudre la Société. Au cas où l'Assemblée Générale n'a pas désigné une telle personne, les liquidateurs procéderont à cette désignation.

Art. 20. Modification des Statuts.

20.1 Les présents Statuts sont susceptibles d'être modifiés de temps en temps par une Assemblée Générale des Actionnaires conformément aux exigences de quorum et de majorité prévues par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 21. Loi applicable.

21.1 Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Dispositions transitoires

- 1) La première année sociale commencera à la date de constitution de la Société et finit le 31 décembre 2013.
- 2) L'Assemblée Générale Annuelle se réunira donc pour la première fois en 2014.

Constat

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Souscription et Paiement

La partie comparante ayant ainsi arrêté les statuts de la Société, a souscrit au nombre d'actions et a libéré en espèces les montants ci-après énoncés:

Actionnaire	Capital souscrit	Nombre d'actions	Libération
Intralot Global Securities B.V.	31.000.- EUR	31	31.000.- EUR
Total	31.000.- EUR	31	31.000.- EUR

La preuve de tous ces paiements a été rapportée au notaire instrumentaire qui constate que les conditions prévues à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille cinq cents euros (1.500.- EUR).

Résolutions de l'actionnaire unique

La comparante pré qualifiée, représentant la totalité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Décide de nommer les personnes suivantes Administrateurs pour une période prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle statuant sur les comptes 2014:

- Monsieur Johannes Laurens de Zwart, né le 19 juin 1967 à 's-Gravenhage (Pays-Bas) et ayant pour adresse professionnelle le 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, au poste d'Administrateur de catégorie B;

- Monsieur Fabrice Rota, né le 19 février 1975 à Mont-Saint-Martin (France) et ayant pour adresse professionnelle le 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, au poste d'Administrateur de catégorie B; et

- Monsieur Ioannis Pantoleon, né le 23 octobre 1965 à Athènes (Grèce) et ayant pour adresse professionnelle Maroussi Attica, Irinis Street 11, GR-15125 Athènes, au poste d'Administrateur de catégorie A.

2. Fixe le siège social au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

3. Nomme CLERC Luxembourg S.A., avec siège social au 1, rue Pletzer, L-8080 Bertrange, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172.890, comme commissaire aux comptes de la société pour une période prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle statuant sur les comptes 2014.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de cette même comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 24 mai 2013. Relation: LAC/2013/23658. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 30 mai 2013.

Référence de publication: 2013069868/568.

(130086470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Fondation Peters, Fondation.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg G 227.

STATUTS

L'an deux mille treize, le neuf avril.

Par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) Monsieur Jean Peters, né le 29 avril 1941 à Colmar, France, directeur de sociétés e.r., demeurant à Esher, Surrey, Grande-Bretagne, de nationalité française et

2) Madame Hélène Le Roux de Bretagne, épouse Peters, née le 14 septembre 1945 à Bernieulles, France, cadre d'entreprises internationales e.r., demeurant avec son époux à l'adresse prémentionnée, de nationalité française.

Lesquels comparants ont prié le notaire soussigné de documenter leur volonté de procéder à la création d'une fondation sans but lucratif régie par la loi luxembourgeoise du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, telle que modifiée, ainsi que par les statuts suivants:

Chapitre I^{er} . Dénomination - Siège - Durée

Art. 1^{er} . La Fondation prend la dénomination de «Fondation Peters», ci-après «la Fondation».

Art. 2. Le siège de la Fondation se situe dans la commune de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg sur simple décision du conseil d'administration rédigée par acte notarié et approuvée par arrêté grand-ducal.

Art. 3. La Fondation est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. Objet

Art. 4. La Fondation a pour objet de promouvoir des activités philanthropiques dans les domaines culturel, social et humanitaire au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Chapitre III. Patrimoine et Recettes

Art. 5. Les fondateurs comparants apportent, comme premier apport lors de la création à la Fondation, un patrimoine équivalent à cinq millions trente-six mille trois cent quatre-vingt-huit euros et quatre cents (EUR 5.036.388,04.-) composé d'espèces pour un montant de cinq millions trente-cinq mille dollars US (USD 5.035.000.-) et de valeurs mobilières pour un montant d'un million cent soixante-cinq mille huit cent quarante et un euros et quatre-vingt-six cents (EUR 1.165.841,86).

La Fondation pourra disposer de la dotation en conformité avec ses statuts dès la date de l'arrêté grand-ducal d'approbation des présents statuts.

Des libéralités entre vifs et testamentaires supplémentaires sont admis par le conseil d'administration et autorisés conformément à l'article 36 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif. La Fondation financera ses activités essentiellement à l'aide des revenus des capitaux affectés à la création de la Fondation ou recueillis depuis.

Art. 6. Dans les conditions prévues par l'article 36 de la prédite loi, les recettes de la Fondation comprennent:

- (a) les dons, legs, subsides et subventions de toutes sortes, qu'elle pourra recevoir;
- (b) les intérêts et revenus généralement quelconques provenant de son patrimoine et
- (c) de façon plus générale, toutes autres ressources autorisées par la loi.

Cette énumération n'est pas limitative.

Chapitre IV. Administration et Gestion journalière

Art. 7. La Fondation est administrée par un conseil d'administration qui la représente dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires. Ce conseil d'administration est composé de trois membres au moins et de dix membres au plus. Lors de la constitution de la Fondation, les fondateurs désigneront les administrateurs. Les administrateurs ont un mandat de trois (3) ans renouvelable. A la fin du mandat, ou en cas de vacance, les nouveaux administrateurs sont nommés par le conseil d'administration. Les fondateurs sub 1) et sub 2) auront de leur vivant un droit de proposition pour toute élection d'administrateur, soit en cas de vacance soit en cas de renouvellement du conseil d'administration.

Toute modification dans la composition du conseil d'administration doit se faire par acte notarié, approuvée par arrêté grand-ducal conformément aux dispositions de l'article 32 de la loi.

Art. 8. Le conseil d'administration élit en son sein un Président. Le Président-fondateur assurera la gestion journalière des affaires de la Fondation sous sa seule signature. Tant que l'un des fondateurs fera partie du conseil d'administration, l'un des deux fondateurs sera le Président. Le Président-fondateur ne pourra pas être révoqué durant l'exercice de son mandat, sans préjudice à l'article 40 alinéa 2 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

Art. 9. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un ou plusieurs vice-présidents.

Les séances du conseil d'administration sont présidées par le président, à son défaut par un vice-président, et, en leur absence, par l'administrateur le plus ancien en rang.

Le conseil d'administration peut s'adjoindre un secrétaire.

Art. 10. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la Fondation l'exigent, mais au moins une fois par an au siège de la Fondation. Les avis de convocation aux réunions du conseil d'administration sont envoyés par courrier, fax ou email et postés huit jours à l'avance. Ceux-ci renseignent l'ordre du jour et sont signés par son

président, et, en son absence, par un vice-président. En cas d'urgence et à titre exceptionnel et si tous les membres sont d'accord avec cette procédure, une décision du conseil d'administration peut être prise par écrit.

Il ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Un administrateur absent peut, même par correspondance (lettre, télécopie ou courriel) donner mandat à un autre administrateur pour le représenter aux délibérations du conseil d'administration. Le mandat n'est valable que pour une séance. Un administrateur ne peut représenter qu'un seul autre administrateur par séance.

Les administrateurs peuvent aussi participer aux débats et votes par des moyens de communication où il est possible à l'administrateur, relié par télécommunication, de s'exprimer et d'entendre les observations des autres membres siégeant ou connectés par un moyen de télécommunication.

Sauf en cas de modification des statuts et de désignation de nouveaux administrateurs où la majorité requise est de deux tiers (2/3), les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. Les administrateurs peuvent être révoqués par le conseil d'administration par un vote à une majorité de deux tiers (2/3) des votants en ne tenant pas compte des administrateurs à révoquer.

En cas de partage des voix, la voix de celui qui préside la séance est prépondérante.

Chapitre V. Les pouvoirs du conseil d'administration

Art. 11. Le conseil d'administration jouit des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'objet de la Fondation; il décide tous actes d'administration, de disposition et de gestion.

Art. 12. Le conseil d'administration ne peut déléguer que la seule gestion journalière des affaires de la Fondation à l'exclusion de tous autres pouvoirs, à une ou plusieurs personnes choisies en son sein ou en-dehors de son sein.

Art. 13. La Fondation est engagée dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires par la signature individuelle d'un de ses fondateurs sub 1) ou sub 2), tant qu'ils font partie du conseil d'administration, de même que par la signature conjointe de deux administrateurs, sans préjudice de délégations générales ou particulières décidées par le conseil d'administration.

Chapitre VI. Comptes annuels et budget

Art. 14. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Avant le premier décembre de chaque année, le conseil d'administration arrête le budget qui couvrira les dépenses et recettes prévisionnelles de l'année à venir.

Les comptes de la Fondation sont tenus selon les principes et modalités de la comptabilité commerciale.

À la clôture de l'exercice, le conseil d'administration établit un bilan et un compte de profits et pertes de l'exercice écoulé.

La Fondation est tenue de confier le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de leur régularité au regard de la loi et des statuts à un réviseur d'entreprises agréé auprès de l'Institut des réviseurs d'entreprises au Luxembourg. Son mandat a une durée de deux ans renouvelable. Sa rémunération est à charge de la Fondation. Il remet son rapport au conseil d'administration.

Les comptes annuels de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice en cours sont communiqués au Ministre de la Justice conformément aux dispositions légales. À la même occasion, les comptes annuels et le budget sont publiés au Mémorial, Recueil des Sociétés et des Associations.

Chapitre VII. Modification des statuts

Art. 15. Toute modification des statuts doit être faite conformément à l'article 32 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans but lucratif. Elle ne peut être décidée que par le conseil d'administration statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres. Elle n'entre en vigueur qu'après avoir été approuvée par arrêté grand-ducal.

Chapitre VIII. Dissolution

Art. 16. En cas de dissolution de la Fondation un ou plusieurs liquidateurs peuvent être nommés par le Conseil d'administration. L'actif net de la Fondation sera affecté après apurement du passif à une fondation de droit luxembourgeois, à une association sans but lucratif reconnue d'utilité publique par arrêté grand-ducal ou à une fondation ayant son siège dans un autre Etat-membre de Union européenne ou de l'Association européenne de libre échange et poursuivant un but identique ou semblable à celui de la présente fondation.

Chapitre IX. Divers

Art. 17. Tout ce qui n'est pas prévu explicitement par les présents statuts est régi conformément à la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et fondations à but non lucratif.

Chapitre X. Composition du premier conseil d'administration

À la constitution de la Fondation sont désignés comme administrateurs pour un mandat de trois ans, renouvelable:

1. Monsieur Jean Peters, né le 29 avril 1941 à Colmar, France, directeur de sociétés e.r., demeurant à GB-Esher, Surrey KT10 8PJ, 27, Lammas Lane, de nationalité française;

2. Madame Hélène Peters, née Le Roux de Bretagne le 14 septembre 1945 à Bernieulles, France, cadre d'entreprises internationales e.r., demeurant à GB-Esher, Surrey KT10 8PJ, 27, Lammas Lane, de nationalité française;

3. Madame Amélie Schmidt, née Waché le 2 juillet 1970 à Cambrai, France, cadre d'entreprise internationale, demeurant à D-85521 Ottobrunn, Spitzwegstrasse 42a, de nationalité française;

4. Monsieur Kurt Ehrke, né le 31 janvier 1942 à Bremen, Allemagne, directeur de société e.r. et demeurant à L-2326 Luxembourg; 4, rue Nicolas Petit, de nationalité allemande;

5. Monsieur Jacques dit Sam Reckinger, né le 14 mars 1965 à Luxembourg, directeur de société, demeurant professionnellement à L-1840 Luxembourg; 40, boulevard Joseph II, de nationalité luxembourgeoise.

Réunion du conseil d'administration

Et à l'instant, les membres du Conseil d'Administration se sont réunis et ont pris les décisions suivantes à l'unanimité des voix:

1. Sièges sociaux:

Le siège social de la Fondation est établi à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

2. Répartition des charges:

Il est procédé comme suit à la répartition des charges au sein du Conseil d'Administration:

Président:

Monsieur Jean Peters, né le 29 avril 1941 à Colmar, France, directeur de sociétés e.r., demeurant à GB-Esher, Surrey KT10 8PJ, 27, Lammas Lane, de nationalité française.

Secrétaire:

Madame Hélène Peters, née Le Roux de Bretagne le 14 septembre 1945 à Bernieulles, France, cadre d'entreprises internationales e.r., demeurant à GB-Esher, Surrey KT10 8PJ, 27, Lammas Lane, de nationalité française.

3. Pouvoirs de signature:

Conformément à l'article 12 des statuts de la Fondation, le Conseil d'Administration décide de nommer en tant que délégué à la gestion journalière de la Fondation à Monsieur Jean Peters, prénommé, qui pourra engager la Fondation par sa signature individuelle dans le cadre de cette gestion journalière.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. PETERS, H. PETERS, K. EHRKE et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 avril 2013. LAC/2013/16924. Reçu soixante-quinze euros (€ 75,-).

Approbation des statuts par arrêté Grand-Ducal en date du 11 mai 2013 délivré par le ministère de la Justice.

Le Receveur (signé): THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 avril 2013.

Référence de publication: 2013069795/153.

(130085909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Pibaj S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 177.525.

— STATUTS

L'an deux mille treize, le vingt-huit mai.

Pardevant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Monsieur Charles-Henry ALLIBERT, né à Paris 17^{ème} (France) le 26 décembre 1957, demeurant à F-75116 Paris, 138, avenue Victor Hugo,

ici représenté par Madame Sylvie TALMAS, employée privée, demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

La procuration signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le comparant dûment représenté, aux termes de la capacité avec laquelle il agit, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'il déclare constituer comme suit:

« **Art. 1^{er}. Dénomination - Forme.** Il est formé entre le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous forme d'une société anonyme, sous la dénomination de «PIBAJ S.A.» (la «Société»).

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg Ville. Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. Objet. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut prêter ou emprunter sous toutes les formes, avec ou sans intérêts et procéder à l'émission d'obligations, à différentes sociétés (filiales ou non).

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public.

La société peut acquérir et mettre en valeur tous brevets, licences et marques et autres droits se rattachant à ces brevets, licences et marques ou pouvant les compléter.

La société a également pour objet l'achat, la vente, la mise en location, l'administration et la mise en valeur sous quelque forme que ce soit de biens immobiliers situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, ainsi que toutes opérations commerciales ou financières, immobilières ou mobilières qui s'y rattachent directement ou indirectement.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

La société a encore pour objet de toucher des indemnités et des rémunérations des sociétés du groupe ainsi que l'administration et la gérance de telles sociétés du groupe, à qui elle pourra notamment fournir toute prestation d'assistance stratégique, administrative ou commerciale.

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à EUR 460.000,- (quatre cent soixante mille Euros), représenté par 4.600 (quatre mille six cents) actions, d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent Euros) chacune.

La Société peut racheter ses propres actions dans les termes et sous les conditions prévues par la loi.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de EUR 5.000.000,- (cinq millions d'Euros) représenté par 50 000 (cinquante mille) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent Euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant sous les mêmes conditions que pour les modifications de statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 28 mai 2018, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Art. 6. Actions. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Art. 7. Assemblée des actionnaires - Dispositions générales. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un associé unique, il exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Art. 8. Assemblée Générale annuelle - Approbation des comptes annuels. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le 3^{ème} jeudi du mois de juin à 15.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 9. Autres assemblées. Les autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix, sauf toutefois les restrictions imposées par la loi et par les présents statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou téléfax une autre personne comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

Art. 10. Composition du Conseil d'administration. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société, ils constitueront un conseil d'administration composé d'administrateurs de catégorie A et d'administrateurs de catégorie B. Toutefois, lorsque la société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une période qui ne pourra excéder six années et resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus. Ils sont rééligibles.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.

Art. 11. Réunions du Conseil d'administration. Le conseil d'administration élit en son sein un président et peut choisir un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président, de l'administrateur unique ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration par videoconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut, unanimement, passer des résolutions circulaires en donnant son approbation par écrit, par câble, télégramme, télex ou fax, ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. Le tout formera le procès-verbal prouvant l'approbation des résolutions.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'administration. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

Art. 13. Représentation. La Société sera engagée soit par la signature individuelle de l'administrateur unique, soit si le conseil d'administration est composé de trois membres ou plus par la signature collective de deux administrateurs, dont un administrateur de catégorie A et un administrateur de catégorie B ou la seule signature de toute personne à laquelle pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration.

Art. 14. Surveillance. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années. Ils sont rééligibles.

Art. 15. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Allocation des bénéfices. Sur le bénéfice annuel net de la société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Dans le cas d'actions partiellement libérées, des dividendes seront payables proportionnellement au montant libéré de ces actions.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Art. 17. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 18. Divers. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2013.
- 2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2014.

Souscription et Libération

Le comparant a souscrit un nombre d'actions et a libéré à hauteur de 100% (cent pour cent) en espèces les montants suivants:

Actionnaires	Capital souscrit	Capital libéré	Nombre d'actions
Charles-Henry ALLIBERT	460.000	460.000	4600

Preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné, de sorte que la somme de quatre cent soixante mille Euros (460.000,- EUR) se trouve à l'entière disposition de la société.

Déclaration - Evaluation

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de 2.000.-EUR.

Assemblée Générale Extraordinaire

La personne ci-avant désignée, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoquée, s'est constituée en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que cette assemblée était régulièrement constituée, elle a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires aux comptes à un.

2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs de catégorie A:

- Monsieur Jean-Marc FABER, expert-comptable, demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg;

- Monsieur Christophe MOUTON, expert-comptable, demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg;

A été appelé aux fonctions d'administrateur de catégorie B:

Monsieur Charles-Henry ALLIBERT, né à Paris 17^{ème} (France) le 26 décembre 1957, demeurant à F-75116 Paris, 138, avenue Victor Hugo.

3. A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

- Fiduciaire Jean-Marc FABER & Cie S.à r.l., ayant son siège social au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

4. L'adresse de la société est fixée à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

5. La durée du mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes sera de six années et prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2019.

6. Le conseil d'administration est autorisé à déléguer les pouvoirs de gestion journalière conformément à l'article 12 des statuts.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: TALMAS, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29/05/2013. Relation: EAC/2013/6790. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 30 mai 2013.

Référence de publication: 2013070046/211.

(130085902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

LJV Capital Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 174.505.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 27 mai 2013

Le Conseil d'administration accepte la démission de Monsieur Julien Moretti, employé privé, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Le Conseil d'administration coopte en remplacement Monsieur Frédéric Poux, résidant au 5-7 Avenue Girardin, F-78600 Maison-Laffite.

Le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Conformément à l'article 7 des statuts, le conseil d'administration décide de nommer Monsieur Frédéric Poux, résidant au 5-7 Avenue Girardin, F-78600 Maison-Laffite, Président du Conseil d'Administration de la société.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit;

- Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;

- Monsieur Jérémy Lequeux, employé privé, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;

- Monsieur Frédéric Poux, résidant au 5-7 Avenue Girardin, F-78600 Maison-Laffite.

Luxembourg, le 27 Mai 2013.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013069954/24.

(130086012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Logistikpark Rhein-Main S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1835 Luxembourg, 23, rue des Jardiniers.

R.C.S. Luxembourg B 177.524.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausenddreizehn, den siebzehnten Mai.

Vor dem unterzeichneten Notar Patrick SERRES, mit Amtssitz in Remich (Großherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

die Gesellschaft mit beschränkter Haftung ALPHA INDUSTRIAL HOLDING S. à r. l, mit Sitz in L-1835 Luxembourg, 23, rue des Jardiniers, gegründet gemäß notarieller Urkunde vom 21. Juni 2007, veröffentlicht im Memorial C Nummer 1809 vom 27. August 2007,

hier vertreten durch Herrn Fernand SASSEL, Steuerberater, und Herrn Louis FELICETTI, Angestellter, beide beruflich wohnhaft in Luxemburg, in ihrer Eigenschaft als Geschäftsführer, welche die Gesellschaft mit ihrer gemeinsamen Unterschrift verpflichten können gemäß Beschluss vom 28. Februar 2013, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 1052 vom 3. Mai 2013. Herr Fernand Sassel ist hier vertreten durch Herrn Louis Felicetti auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift ausgestellt am 16. Mai 2013 in Luxemburg, welche, nach ne varietur Unterzeichnung des Erschienen und des amtierenden Notars gegenwärtiger Urkunde beigebogen bleibt um mit derselben enregistriert zu werden.

Vorgenannte Partei hat den amtierenden Notar ersucht die Satzung einer von ihr zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung ist gegründet, der die nachstehende Satzung, sowie die diesbezügliche Gesetzgebung zu Grunde liegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft sind der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in- und ausländischen Gesellschaften und die Verwirklichung sonstiger Investitionen jeder Art, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, die Übertragung von Wertpapieren durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann als Komplementär und Geschäftsführer von Gesellschaften oder ähnlichen gesellschaftsrechtlichen Strukturen mit unbeschränkter Haftung für alle Verbindlichkeiten und Schulden solcher Strukturen handeln.

Zusätzlicher Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb und der Verkauf sowie der Besitz, die Vermietung, die Sanierung, die Verwaltung von und die Gewährung von Hypotheken auf Immobilienvermögen in Luxemburg oder im Ausland sowie die Verwaltung aller Immobiliengeschäfte, einschließlich des direkten oder indirekten Erwerbs von Beteiligungen in luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften, deren Zweck der Erwerb, die Verwertung, die Förderung, der Verkauf, die Verwaltung und/oder die Vermietung von Immobilienvermögen ist.

Die Gesellschaft kann weiterhin Gesellschaften, in denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder die der gleichen Gesellschaftsgruppe wie sie selbst angehören, Bürgschaften oder Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Geschäfte kaufmännischer, gewerblicher oder finanzieller Natur betreiben, die der Erreichung ihres Zweckes förderlich sind.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer errichtet.

Art. 4. Die Gesellschaft führt den Namen „LOGISTIKPARK RHEIN-MAIN S.à r. l.“.

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss der Geschäftsführung kann der Gesellschaftssitz innerhalb derselben Gemeinde verlegt werden.

Die Geschäftsführung kann Zweigniederlassungen, Filialen, Agenturen oder administrative Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichten.

Art. 6. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert EURO (12.500 - EUR) eingeteilt in fünfhundert (500) Anteile von je fünfundzwanzig EURO (25 - EUR).

Art. 7. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit erhöht oder herabgesetzt werden, unter den in Artikel 199 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften festgesetzten Bedingungen.

Art. 8. Jeder Anteil ist proportional an den Aktiva und am Gewinn beteiligt.

Art. 9. Zwischen Gesellschaftern sind die Anteile frei übertragbar. Die Übertragung unter Lebenden von Gesellschaftsanteilen an Nichtgesellschafter bedarf der Genehmigung der Gesellschafterversammlung und mindestens fünfundsiebzig Prozent des Gesellschaftskapitals. Im Übrigen wird auf die Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften verwiesen.

Art. 10. Tod, Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters lösen die Gesellschaft nicht auf.

Art. 11. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer, Gesellschafter oder nicht, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, verwaltet.

Falls die Gesellschafterversammlung nicht anders bestimmt, haben der oder die Geschäftsführer die weitest gehenden Befugnisse um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten.

Im Falle der vorübergehenden Verhinderung der Geschäftsführer, können die Geschäfte durch den alleinigen Gesellschafter oder im Falle von mehreren Gesellschaftern, gemeinsam geführt werden.

Der oder die Geschäftsführer der Gesellschaft können zu jeder Zeit und auch ohne rechtmäßigen Grund von der Generalversammlung der oder des Gesellschafters abberufen werden.

Art. 12. Bei der Ausübung ihres Amtes gehen der oder die Geschäftsführer keinerlei persönliche Verpflichtungen ein. Als Beauftragte sind sie lediglich für die ordnungsgemäße Durchführung ihres Amtes verantwortlich.

Art. 13. Jeder Gesellschafter ist in der Generalversammlung stimmberechtigt. Er hat so viel Stimmen wie er Anteile besitzt und kann sich aufgrund einer Vollmacht an den Versammlungen rechtsgültig vertreten lassen.

Art. 14. Die Generalversammlung fasst ihre Beschlüsse mit einfacher Mehrheit. Beschlüsse über Satzungsänderungen kommen nur zustande, soweit sie von der Mehrheit der Gesellschafter, die drei Viertel des Kapitals vertreten, gefasst werden.

Art. 15. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 16. Am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres erstellt die Geschäftsführung den Jahresabschluss.

Art. 17. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in den Jahresabschluss nehmen.

Art. 18. Fünf Prozent des Reingewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt bis diese zehn Prozent des Stammkapitals erreicht hat. Der Saldo steht zur Verfügung der Gesellschafter.

Art. 19. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Art. 20. Wann, und so lang ein Gesellschafter alle Anteile besitzt, ist die Gesellschaft eine Einmanngesellschaft im Sinn von Artikel 179(2) des Gesetzes über die kommerziellen Gesellschaften; in diesem Fall finden unter anderem die Artikel 200-1 und 200-2 desselben Gesetzes Anwendung.

Art. 21. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, wird auf die gesetzlichen Bestimmungen verwiesen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am 31. Dezember 2013.

Zeichnung der Anteile

Alle fünfhundert (500) Anteile wurden von der Gesellschaft Alpha Industrial Holding S. à r. l. gezeichnet und voll in bar eingezahlt, so dass die Summe von zwölftausendfünfhundert EURO (12.500 - EUR) der Gesellschaft ab jetzt zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar ausdrücklich bestätigt wurde.

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen von Artikel 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen betragen schätzungsweise eintausend Euro (1.000 - EUR).

Ausserordentliche Gesellschafterversammlung

Sodann sind die Gesellschafterin, hier vertreten wie erwähnt, die das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Zu Geschäftsführern werden ernannt auf unbestimmte Dauer:

1) Herr Mirko FISCHER, Geschäftsführer, geboren am 6. Mai 1975 in Gelsenkirchen (D), wohnhaft in L-1420 Luxembourg, 26, Avenue Gaston Diederich.

2) Herr Marcellino GRAF VON UND ZU HOENSBROECH, Investmentberater, geboren am 28. November 1968 in (D) Köln, wohnhaft in CH 8810 Horgen, Neuhofstrasse 21.

Die Gesellschaft wird verpflichtet durch die alleinige Unterschrift eines Geschäftsführers.

Zweiter Beschluss

Die Anschrift der Gesellschaft lautet: L-1835 Luxembourg, 23, rue des Jardiniers.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: L. FELICETTI, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 21 mai 2013. Relation: REM/2013/827. Reçu soixante-quinze euros 75.-€.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Für gleichlautende Ausfertigung, zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Remich, den 28. Mai 2013.

Patrick SERRES.

Référence de publication: 2013069957/118.

(130085927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

M-L Consulting, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9964 Huldange, 3, Op d'Schmëtt.

R.C.S. Luxembourg B 164.225.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013069961/10.

(130086160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Max Lease Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 25, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 100.008.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mai 2013.

Référence de publication: 2013069965/10.

(130086093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Medimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 68.681.

Le Bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21/5/2013.

Signature.

Référence de publication: 2013069979/10.

(130086335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Multrans Assets, Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 157.711.

Rectificatif du dépôt numéro L130085226 déposé le 29/05/2013

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013069992/10.

(130085900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.
